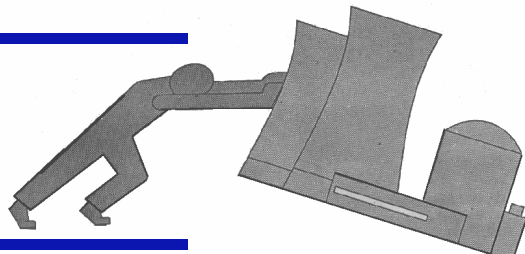


STOP GOLFECH



journal de la coordination antinucléaire du Sud-Ouest

N°74 - Semestriel - 4 €
SEPTEMBRE 2014



Le film de Pradeep Indulkar présente

« High Power » qui raconte les effets de la plus vieille centrale nucléaire indienne sur les riverains.

Tournée dans le sud-ouest
fin octobre
et novembre,
voir p.20



Le nucléaire dans l'impasse.

Le réacteur nucléaire finlandais n'est pas le seul à voir sa mise en service retardée : c'est aussi le cas de l'EPR français en construction à Flamanville qui devait initialement fournir de l'électricité en 2012.

Réseau de Transport d'électricité (RTE) vient de préciser, comme nous l'avions prévu, qu'après une mise aux essais en 2016 (pour pouvoir entrer dans les limites d'autorisation du décret de construction-avril 2017), l'EPR aurait une disponibilité réduite pendant deux ans . Il n'atteindrait son plein régime qu'en ...2018, soit 11 ans après le début des travaux, et avec 6 ans de retard ! Coûts à la construction, 9 à 10 milliards d'euros au lieu des 3 annoncés à l'enquête publique ! Sera-t-il vraiment opérationnel ou sera-t-on obligé de l'arrêter tel Super-Phénix, après avoir démontré, arrêt après arrêt qu'il ne produisait bon an, mal an que 3 à 5% de ses capacités théoriques ?

Dans le même temps, se poursuit sur le site d'AREVA la Hague, le stockage des déchets nucléaires et leur extension (construction d'un quatrième hall d'entreposage), en quantité et en surface. Pourquoi ? Le pouvoir nucléaire ne trouve plus de nouveaux sites pour construire des installations nucléaires et utilise les places

restantes sur les sites qu'il possède.

Ainsi en est-il pour l' EPR de Flamanville ou pour le stockage des résidus du démantèlement au BUGEY et pour les déchets. Le site de BURE pour l'enfouissement profond controversé des déchets de haute activité à vie longue est loin d'être prêt.

Ainsi se trouve confirmé ce que nous affirmions depuis des dizaines d'années. L'usine dite de retraitement, pour lui donner une image plus écologiquement acceptable, n'est pas seulement le supermarché mondial du plutonium civil et militaire mais également une poubelle à risques.

Et pendant ce temps, le pouvoir nucléaire s'apprête pour la première fois à organiser le **11 octobre au Bourget un super marché nucléaire international** au risque de la prolifération "Word Nuclear Exhibition" pour faire du "business" (sic), dans un monde redevenu instable. (voir p.8, manif) L'acharnement français n'est pas thérapeutique ...Quand on n'a pas de solution raisonnable à la gestion du cycle, on arrête chez soi et l'on ne propose pas de commerce à risques. Le problème posé n'est pas qu'environnemental, sanitaire, sociétal mais aussi moral : Comment laisser un tel héritage aux jeunes générations actuelles et à venir ! Didier ANGER -CRILAN-

Coup d'envoi d'Alternatome 82 le samedi 3 mai 2014, cr p.19



P2 Négajoule au Barp
P.3/4/5/6 tract complet
travailleurs
P.7 transition vue par
H.Kempf
P.8:9 ACTIONS Réseau,
Stop Golftech
P.10/11/12/13 dossier
bilan Golftech
P.14/15 Fukushima—
IndependentWho
P.16.voiture nucléaire,
P.17 Testet, lutte et grève



Réponses p.1, 2, 3, 8,
9, 14, 16, 17, 19, 20

de la faim, p.18 Territoire énergétiques : analyse et
exemples...

Coordination antinucléaire du sud-ouest :
samedi 4 octobre 2014 de 10h à 13h,
chapiteau 3 du salon Horizon Vert,
parc des expositions de Villeneuve sur Lot

Actions passées et à venir : contre le nucléaire militaire



Paris, Valduc - en Côte-d'Or où siège le Commissariat à l'énergie atomique - et Saintes sont les trois villes françaises qui célèbrent, depuis mercredi, les 69e anniversaires des destructions d'Hiroshima et Nagasaki, villes japonaises rayées de la carte par la bombe atomique.

Aujourd'hui, à 11 h 02, cela fera exactement soixante-neuf ans que la deuxième bombe était larguée sur Nagasaki.

C'est en mémoire des victimes, mais aussi pour demander l'abolition des armes nucléaires, que des militants jeûnent.

Une requête partagée par 81 % des Français, selon un sondage de l'Ifop (Institut français d'opinion publique) demandé en 2012 par le Mouvement pour la paix.

À Saintes, ville membre du réseau mondial Abolition 2000 et des Maires pour la paix, ils sont huit à marquer ainsi leur motivation, sous l'impulsion de l'association Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN). Son président, Jean-Marie Matagne, avait déjà jeûné pendant onze jours, en juin 2012, pour la même cause. Il note que, depuis dix ans, quelles qu'aient été les couleurs politiques des équipes en place, la Ville de Saintes s'est toujours affichée contre les armes nucléaires. « Ce n'est pas fréquent », relève pour sa part Alain, un des jeûneurs. Les militants se sont installés sur la prairie de la Palu, avenue de Saintonge, à côté des arbres d'Hiroshima et de Nagasaki, deux ginkgo biloba plantés en 2006 et 2008.

(...) Venus d'Ariège

Aude, Alain, Luc, Ulysse, Jean-Paul (venu d'Angers), Patrice et Marie-Hélène (venus spécialement d'Ariège) mettront un terme à leur jeûne à midi. Ces derniers sont adhérents de l'association Enfants de Tchernobyl Belarus. Ils sont arrivés pour prêter main forte au mouvement et, tout simplement, faire nombre pour étoffer la troupe des jeûneurs. Le tout avec l'espoir d'avoir fait entendre et comprendre leur lutte. Celle de la fin de l'armement nucléaire et par extension, même si ce n'est pas l'objet de l'action en cours, la fin du nucléaire civil.

De l'autre bout du monde

L'action saintaise a d'ores et déjà reçu des soutiens symboliquement forts. Les organisateurs ont, en effet, été destinataires de **courriers de remerciement et d'encouragement des maires de Nagasaki et d'Hiroshima et de Mgr Emmanuel Lafont, évêque de Cayenne. Mgr Jacques Gailllot s'est également manifesté cette semaine.**

Ces signes venus de l'autre bout du monde doivent se traduire localement. Pas simple de mobiliser mais les militants ne lâchent pas le morceau. Ils réclament un référendum avec une question précise : « Approuvez-vous que la France participe, avec les États concernés, à l'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ? »

s.joubert@sudouest.fr 9-8-14

A Paris c'est environ 70 jeûneurs et une vingtaine de soutiens. En lien avec nous une douzaine de jeûneurs "chez eux".

DIJON-Valduc : Succès pour la "Saison 1" : 7 Jeûneurs sur les 3 jours et demi, soutenus par 25 Jeûneurs ayant jeûné de un repas à deux jours, soit un total de 32 jeûneurs ! Parité parfaite 16 femmes 16 hommes ! A Saintes, ils étaient 8 jeûneurs.

**Camp de la paix
« Mégastop au Mégajoule »
27 et 28 septembre 2014
Le Barp (33)**

Mégastop au Mégajoule, Camp de la paix les 27 et 28 septembre 2014 le Barp (33)

2 décembre 2014.....Après les premiers essais de bombes nucléaires et thermonucléaires à Reggane en Algérie, dans les années 60, puis en Polynésie « française », jusqu'en 1996, Le Barp sera le théâtre du prochain essai nucléaire militaire français. Une nouvelle fois, la France se conduira en État voyou, bafouant ses engagements internationaux pris dans le cadre du Traité de Non-Prolifération qu'elle a ratifié en 1992 et qui engage les signataires au désarmement nucléaire général. Le laser Mégajoule, « prouesse technologique » uniquement dédié à la destruction massive, tentera, lors du tir prévu en fin d'année, de justifier les 7 milliards d'euros qu'il a déjà engloutis, l'équivalent de 50 000 logements sociaux, 7 000 écoles primaires ou 21 hôpitaux.

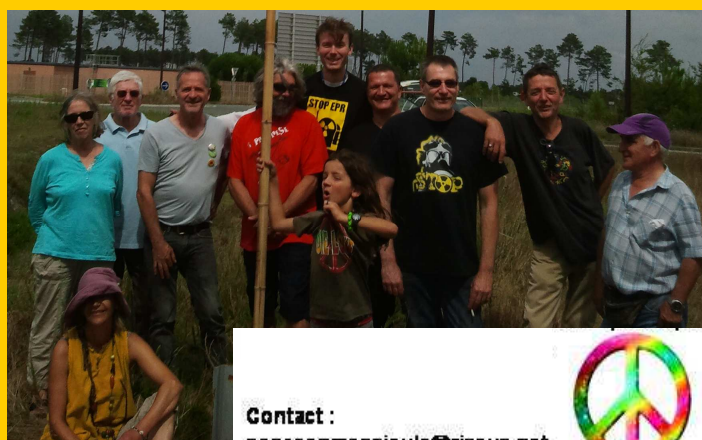
20 Milliards ont déjà été consacrés dans ces 10 dernières années à la rénovation complète de nos armes nucléaires

Le laser mégajoule n'a aucune autre utilité que la simulation d'essais nucléaires militaires, la modernisation de l'arsenal nucléaire français, le développement des armes atomiques de demain, destinées à être utilisées réellement et non plus à « dissuader » comme actuellement. Sous couvert d'aspects scientifiques, il perpétue la vision d'un monde de domination, meurtrier et guerrier.

Les 27 et 28 septembre 2014, nous vous invitons à dire avec nous « Mégastop au Mégajoule » et à participer au Camp de la Paix, que nous bâtirons ensemble à proximité du CEA-CESTA (site du laser mégajoule). Nous y affirmerons le souhait d'une élimination totale des armes nucléaires et d'un contrôle international strict et efficace.

Les 27 et 28 septembre 2014 au Barp, nous informerons et rendrons visible ce que les autorités militaires et nucléaires souhaitent garder confidentiel. Toutes les initiatives, idées et actions, ateliers peuvent être mises en place dans le respect de nos valeurs de tolérance et de non atteinte à l'intégrité des personnes

Parce que nous sommes tou/te/s concerné/e/s, les 27 et 28 septembre, au Barp (33), quels que soient nos engagements ou nos modes d'actions, nous pouvons tou/te/s être un grain de sable pour enrayer la machine infernale au service de la destruction et de la terreur. Les 27 et 28 septembre, fermons le laboratoire de crimes nucléaires ! (...) photo suite à l'action au Barp le 6-8-14



Contact :
peaceonmegajoule@riseup.net



A Büchel, 5 jeûneurs et une centaine de soutiens, ils ont occupé l'entrée de la base en la bloquant une trentaine d'heures. A Burghfield, 5 jeûneurs et aussi une centaine de soutiens, ils ont déployé l'écharpe rose de 11 km de long. Donc plus de cent jeûneurs pour notre "jeûne-action internationale". Un grand succès ! (D.Lalanne)

Pourquoi les dirigeants d'EDF ont-ils si peur d'un rapprochement entre anti-nucléaires et travailleurs du nucléaire ?

Mercredi 2 juillet 2014, 6h30, un petit matin pluvieux. Comme régulièrement maintenant depuis quelques années, une poignée de militants de la coordination régionale antinucléaire STOP-GOLFECH – sept précisément ce jour-là- arrêtent leurs voitures sur le parking devant les grilles de la centrale nucléaire. Objectif : comme c'est devenu presque une tradition, distribuer un tract informatif aux travailleurs à l'heure d'embauche.

Mais ce jour-là, par contre, changement de scénario : un comité d'accueil fourni nous reçoit, à peine posé le pied par terre. Contrôle d'identité, et le responsable du Peloton Spécial de Protection de la gendarmerie nous signifie que nous sommes sur un espace privé qu'il faut évacuer séance tenante. Qu'à cela ne tienne, nous nous replions sur le rond-point –espace public- à quelques dizaines de mètres de là. Pas question : « c'est accidentogène ». Pour en terminer avec le compte-rendu événementiel, cinq iront distribuer nos mille tracts sur le rond-point de la nationale à une centaine de mètres (moins accidentogène sans doute), où ils pourront quand même contacter une bonne partie des travailleurs, pendant que deux obstinés retournent devant les grilles, où après avoir obtenu le feu vert d' « utiliser la force », le PSPG les empêchera durant deux heures physiquement de distribuer – une belle image pour les travailleurs passant à portée de main un peu réceptifs au symbole- et je puis témoigner qu'il y en eut.

Au-delà du fait divers, on peut, il est intéressant de se demander pourquoi aujourd'hui des responsables d'EDF ont jugé opportun de faire le nécessaire pour créer des barrières entre militants anti-nucléaires et travailleurs de la centrale et sous-traitants, une tranche étant en ce moment à l'arrêt. Première hypothèse : fournir une occasion aux gendarmes d'un exercice grandeur nature, un peu de concret pour tester leur mode opérationnel. Dans ce cas, ne pourrions-nous pas leur envoyer nos notes de frais, comme le suggérait une ex-ministre verte dans des circonstances similaires (intrusion à Fessenheim) ? Plus probable, à l'heure où l'avenir à moyen terme du nucléaire s'avère de plus en plus compromis, il est licite de penser que des échanges d'idées et d'expériences entre les différents acteurs de cette problématique ne peuvent qu'apparaître dangereux à ceux pour qui la poursuite coûte que coûte –à tous les sens du terme- du programme est un dogme que la population ne saurait remettre en question : on ne le voit que trop dans le positionnement de nos « élites » pour faire pression sur les pouvoirs publics – députés et gouvernement- à l'occasion des débats sur la fameuse « transition énergétique »

La coordination tirera les enseignements de ces péripéties à la rentrée, en analysant la situation, mais on peut déjà considérer comme probable que, toujours aussi déterminés à faire en sorte que le nucléaire réintègre l'espace démocratique qu'il n'aurait du jamais du quitter, nous considérerons qu'il est plus que jamais utile de poursuivre les contacts avec les travailleurs, et qu'il sera utile dans ce contexte d'être plus nombreux dans un prochain petit matin, même pluvieux, même s'il n'est pas forcément celui du grand soir...

AVIS...(c.r. P.K.)

Photos Marc St Aroman



Tract distribué à 1000ex. par 7 personnes de la Coordination Stop Golfech – 3 Juillet 2014—rédaction essentielle d'André CROUZET

QUEL SERVICE PUBLIC DES ENERGIES DANS LA TRANSITION ENERGETIQUE

Renouvelables, de nombreux emplois décentralisés En 2012, l'Organisation internationale du travail (OIT) estimait jusqu'à 60 millions dans les vingt prochaines années, les créations d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables. (1)

Devant les ministres de l'énergie de 23 pays réunis à Séoul, l'Agence Internationale pour les énergies renouvelables (Irena) s'est félicitée, lundi 12 mai 2014 que le secteur des énergies renouvelables « n'est plus seulement une niche mais est devenu un employeur significatif dans le monde ». Selon le rapport 2014 de l'institution, ce secteur représentait fin 2013, près de 6,5 millions d'emplois dans le monde. « Si les énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse, hydroélectricité...) se développent dans le monde entier, la plupart des emplois restent concentrés dans un très petit nombre de pays », note l'Irena. Parmi eux, la Chine (2,6 millions), qui devance le Brésil (0,89 million) et les États-Unis (0,62 million). L'Europe totalise globalement 1,24 million d'emplois, dont 0,37 million en Allemagne et 0,11 million en Espagne ».

Quelle situation en France ? Dans un rapport présenté le mardi 26 mai 2014, la Cour des comptes estime à 59,8 euros le mégawatt-heure (2) : le coût de l'énergie nucléaire a augmenté de 20,6% en euros courants entre 2010 et 2013. Cette hausse va se poursuivre à cause des investissements à réaliser, officiellement pour prolonger la vie des centrales vieillissantes d'EDF : ce n'est, en réalité, que pour pouvoir continuer à faire fonctionner des réacteurs en bout de course... (et) Ce processus a débuté il y a fort longtemps : il faut en effet se souvenir qu'après seulement 10 ans de fonctionnement, les couvercles de cuves des réacteurs de 1 300 MW avaient dû être remplacés ou encore que le remplacement des énormes générateurs de vapeur des 900 MW a débuté il y a des années...

Le Grand Carénage Le programme dit de « grand carénage » d'EDF prévoit en effet de mener des travaux de maintenance et de modernisation des 58 réacteurs nucléaires français qu'il exploite. Le montant des investissements à prévoir pour prolonger la durée d'exploitation des réacteurs au-delà de quarante ans s'avère, au final, considérable. « Même si un chiffrage à un tel horizon est par nature un exercice très incertain, relève la Cour, le total des investissements sur la période 2011-2033 atteindrait environ 90 milliards d'euros (valeur 2010), environ 110 milliards d'euros courants. » S'y greffent « des dépenses futures qui restent caractérisées par quelques fortes incertitudes », selon la Cour.

Des dépenses incertaines mais importantes

La Cour des comptes précise que les dépenses atomiques françaises concernent, en particulier, la gestion des combustibles usés (16,3 milliards d'euros fin 2013), les charges de démantèlement (34,4 milliards en 2013), dont la Cour souligne que les révisions de devis « parfois significatives » sur des opérations en cours « font craindre des surcoûts pour les opérations à venir », ainsi que les charges de gestion des déchets (31,8 milliards en 2013). Au total, les charges futures de démantèlement, de gestion des combustibles usés et de gestion des déchets figurent dans les comptes des exploitants, sous forme de provisions, pour un montant de 43,7 milliards d'euros en 2013,



Tract pour les travailleurs de Golfech (suite)

Et l'EPR, réacteur dit de troisième génération ? Pour ce qui est l'EPR le contrat financier signé par AREVA avec l'Angleterre en Octobre 2013 prévoit un prix garanti de 113 € en début de production et de 343 € en 2058 pour le mégawattheure produit... Disqualifiant DE FAIT la production électrique nucléaire pour l'avenir. (3)

Un « Mix » énergétique français financièrement déséquilibré
Il est évident que dans le contexte actuel, il ne sera pas possible d'investir à la fois, plus de 200 milliards d'euros dans le prolongement et la gestion des réacteurs et déchets nucléaires et mettre en place une politique alternative basée sur la sobriété dans tous les secteurs énergétiques: habitation, transport, industrie et construire les filières de production basée sur les énergies renouvelables.

A savoir : le parc d'éoliennes dans le monde représentait, en 2013, une puissance installée de 300 GW, soit l'équivalent de 5 fois celle du parc nucléaire français (63 GW). (4)

Conclusion

Si comme nous, vous voulez apporter le meilleur service à rendre au public, basé sur la maîtrise des consommations énergétiques, il faut aujourd'hui sortir de nos blocages idéologiques. Nous devons, ensemble, réfléchir aux reconversions que nous devons réaliser pour mettre en œuvre les futurs moyens de production, répondant aux enjeux économiques, écologiques et sociaux lors de la transition énergétique qu'impliquent les changements climatiques et la raréfaction des énergies fossiles. **Le but :** fournir des énergies accessibles à tous, répondant à ces critères, avec comme axe central une politique de sobriété énergétique. **Les changements pour EDF ne sont pas plus compliqués à négocier que ceux qui ont été acceptés par les travailleurs quand ils sont passés dans les années 1970 du fossile au nucléaire.**

(1) LE MONDE avec AFP | 12.05.2014 à 19h06

(2) LE MONDE | 27.05.2014 | Par Patrick Roger : « Facture du nucléaire : l'alerte de la Cour des comptes »

(3) Communiqué de presse d'EDF le 21/10/2013

(4) Les Echos, le 27/06/14 : « Focus sur le co-leader mondial : Vestas Wind Systems »

NUCLEAIRE PIRE QUE L'AMIANTE !

- En réponse à des échanges sur le courrier des lecteurs d'Energine le 31-05-2014 -

Bonjour à toutes et tous,

Je suis Philippe Billard, ex salarié du nucléaire edf. J'ai travaillé pendant 21 ans en centrale nucléaire edf en tant que sous-traitant. Pour celles et ceux qui sont curieux de savoir, je vous invite à aller sur notre site www.sst-nucleaire-chimie.org et à taper mon nom sur internet.

Je suis pour l'arrêt immédiat et sans démantèlement des centrales nucléaires. Certains diront encore un anti. Je répondrai, non !

Car : je suis délégué du personnel cgt - Je suis membre du comité d'hygiène sécurité et condition de travail (CHSCT)) CGT - Membre suppléant du comité d'entreprise cgt. et **c'est au titre de mes mandats que je dis stop, comme l'ont fait en d'autres temps celles et ceux qui ont fait interdire le recours à l'amiante.**

Mais comment des syndicalistes peuvent-ils combattre pour l'arrêt de quelque chose qui fournit un travail :

- tout simplement **parce qu'il** ne peut y avoir de travail qui tue celui qui l'exécute,
- **parce que** la santé est prioritaire sur tout le reste,
- **parce qu'il** ne peut y avoir de sacrifice pour le bénéfice de quelques uns,
- **parce que** membre de chsct, c'est agir pour préserver la santé des collègues de travail et ce travail ne s'arrête pas à simplement à savoir si les patins d'échelle sont là afin d'éviter la chute. La santé, c'est tout ce qui l'atteint qu'il faut combattre et c'est cette lutte que je mène dans ma boîte Endel Gdf Suez et bien au delà à travers l'asso et tous les débats publics que nous faisons, - **parce que** trop de mes camarades sont malades et pour d'autres décédés,
- **parce qu'on** nous a menti. la commission internationale de protection radiologique écrivait en 1928 que le nucléaire civil fera des malades mais le gain que cela allait rapporter serait au dessus de ce que coûterait ces malades : **le choix du sacrifice venait d'être annoncé,**
- **parce que** les lobbyistes du nucléaire ne savent pas quoi faire de leur déchets qui impactent la santé des populations et celles à venir,
- **parce qu'avec** ça ils fabriquent des armes de destruction massives,
- **parce que** nos employeurs nous mentent en disant que le

nucléaire c'est pas plus dangereux que la radioactivité naturelle, de prendre l'avion, de regarder la télévision. Ils se gardent bien de dire que tout s'ajoute et que la radioactivité industrielle est plus puissante que la radioactivité naturelle et parce qu'un salarié peut-être contaminé interne, c'est à dire avaler de la poussière radioactive, ce qui ne peut pas arriver avec la naturelle. Je vous laisse deviner ce qui advient de celui qui a avalé cette radioactivité.

Que ferons nous quand ces industriels auront une source de revenu supérieure à celle du nucléaire avec moins de salarié que celui-ci ? **ILS LICENCIERONT ET NOUS LAISSERONT LA CHARGE DE GERER A LEUR PLACE LEURS CENTRALES ET LE RESTE.**

Depuis quand un employeur maintiendrait un travail qui est moins rémunérateur qu'un autre ?

Ne sacrifions pas nos collègues de travail contre un emploi et nous l'avons bien vu avec l'amiante, les employeurs ont eu vite fait de retomber sur leurs pattes après l'interdiction de l'utiliser.

Ne nous mettons pas, nous syndicalistes, dans une position de collaboration au seul titre de l'emploi.

Nous syndicalistes devons combattre toutes les atteintes sur la santé des salariés car aucun de nos collègues ne doit être sacrifié !!!!!!!!!!!!!!!

Il est temps pour nous tous de passer les clivages pro et anti mais de regarder ensemble les méfaits sur la santé des salariés exposés aux rayonnements ionisants et d'accompagner les malades et leurs familles.

Parce que si nous continuons toutes et tous de nous regarder en chien de faïence, de nous opposer, nous oublions de penser aux travailleurs sacrifiés.

Je vous invite à prendre contact avec toutes les associations qui travaillent sur le sujet du nucléaire pour que vous compreniez ce qu'il est : AVEN, association des vétérans des essais nucléaires ou HENRI PEZERAT qui vous donnera son site internet encore d'autres liens vers les assos qui se battent pour la reconnaissance des malades du nucléaire civil et militaire.

Je suis syndicaliste CGT et je continuerai à me battre car la santé est prioritaire sur l'emploi.

Philippe Billard dit la mouche

Tract pour les travailleurs de Golfech (suite)

deux chiffres", c'est-à-dire une hausse de plus de 10% de ses bénéfices annuels. **L'Etat détient 82% d'Areva.**

POUR LES SYNDICATS, L'ETAT POUSSE AREVA A LA SOUS-TRAITANCE EN CASCADE

Source : Techniques de l'Ingénieur <http://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/pour-les-syndicats-article> 26 juin 2014 -

L'intersyndicale de l'usine Areva La Hague a estimé jeudi que son actionnaire principal, l'Etat, exigeait trop de rentabilité de cette entreprise, et la poussait ainsi à une "sous-traitance en cascade" qui nuirait à la sûreté de ce site nucléaire. Lors d'une commission locale d'information (CLI) réunissant direction d'Areva, syndicats et élus locaux, Arnaud Baudry (CFDT) a dénoncé au nom de l'intersyndicale la "remise en cause de la sécurité/sûreté sur le site de La Hague au travers de multiples réorganisations, externalisations complètes d'activités avec leurs cortèges de suppression de poste". Pour les syndicats, cette situation "n'est que la conséquence de conflits entre entreprises à capitaux d'Etat": EDF (principal client d'Areva NC, ndlr) et Areva, "mais aussi d'une injonction faite à Areva par l'ancien ministre du Budget François Baroin, non remise en cause par ses successeurs, demandant un résultat à

"La gauche avait dénoncé cette directive Baroin à l'époque. La gauche est là depuis deux ans, la directive est toujours là", a regretté le conseiller général PS de la Manche Pierre Bihet, interrogé par l'AFP.

Près de 5.000 personnes travaillent sur le site, dont environ 3.100 employés d'Areva NC. [...]

L'externalisation "concerne 10 emplois" en 2014, a nuancé Alexandre Marinot, de la direction de la communication du site, interrogé par l'AFP.

Autre illustration, selon les syndicats, le fait qu'une cheminée de 52 mètres de haut, neuve, ait dû être démontée en décembre car elle montrait des signes de faiblesses après un coup de vent.

"Il y avait des aéroréfrigérants à proximité, la clôture de la zone sensible, et des stocks conséquents d'hydrocarbures" s'est inquiété Patrick Mahaut, de la CGT. "Vous avez raison sur le fond", a commenté le président de la CLI, le conseiller général DVD Michel Laurent, ex-salarié de l'usine.

L'usine de retraitement des déchets nucléaires de Beaumont-Hague est le site qui concentre le plus de matière radioactive en Europe.

QUELS OUTILS DE PRODUCTION POUR LE SERVICE PUBLIC ?

Extraits du site CGT du CNPE de Golfech -

La mutualisation des activités "manutention combustible"

La Fédération CGT nous a confirmé la volonté des directions de créer "un ORI bis" qui aurait pour but de gérer l'ensemble des manutentions combustible par plaque (Blayais, Golfech, Civaux pour notre plaque)... Évidemment au-delà de toutes les contraintes liées à cette mutualisation, elle entraînera aussi forcément d'importantes suppressions de poste [...].

L'utilisation des dosimètres neutron. La fédération CGT a posé le problème de la fiabilité et du non-respect de la loi pour l'utilisation des dosimètres neutron sur les CNPE; Elle a porté l'exigence du remplacement rapide de ces dosimètres par des dosimètres plus performants. [...] Bien que ces nouveaux dosimètres soient agréés, EDF se justifie en expliquant que pour le moment des tests internes à l'entreprise sont en court de réalisation... Pendant ce temps-là, les agents continuent d'utiliser du matériel dont la fiabilité fait défaut.....! [...]

Quels outils de production pour le service public ?

Que ce soit dans l'hydraulique, le thermique à flamme ou le nucléaire, à EDF, la CNR, la SNET ou la SDEM, le constat est le même sur tous les sites, dans toutes les centrales. Les services tertiaires, l'ingénierie, la maintenance, la recherche, indispensables pour le bon fonctionnement de l'ensemble, sont la cible privilégiée des mutualisations / externalisations brutales et massives mettant en péril l'équilibre d'ensemble.

Dans des interviews à SUD-Ouest (1) et à la SFEN (2), **François Lévêque**, professeur d'économie à l'École des mines de Paris déclare « **Il faut cesser de croire à un coût du nucléaire unique et universel** »..... « **Le coût du Kwh nucléaire dans les nouveaux réacteurs est beaucoup plus élevé** ». Aujourd'hui les acteurs du nucléaire reconnaissent que **les courbes du coût du Kwh nucléaire issu de l'EPR et celui issu des ENR se sont maintenant croisées** : 112 € pour l'EPR Anglais, qui de plus continuera

Une dégradation sans précédent du climat social, des conditions d'exploitation, des garanties sociales et de l'emploi, tant internes que chez les sous-traitants, de la reconnaissance des compétences, de la santé des salariés...

Tout cela découle d'une gestion essentiellement tournée vers la recherche de gains financiers, l'ensemble des réorganisations et les moyens associés ne visant qu'à la réduction des coûts de maintenance et d'exploitation. [...]

Quels projets industriels ?

[...] Les études sur un cycle combiné gaz et un groupe 600 MW charbon propre traînent en longueur, faute de moyens et de volonté.

C'est largement insuffisant ! Nous dénonçons le refus d'EDF d'investir dans des constructions nouvelles, laissant volontairement la place au privé.[...] Les conditions de travail et de sécurité des installations et des salariés se dégradent suite aux restrictions budgétaires et à la recherche constante de gains de rentabilité à court terme[...]

NUCLEAIRE Tertiaire externalisé, sous-traitants vivant des situations insupportables, réduction des coûts de maintenance et d'exploitation, pression constante sur le personnel... Tout cela n'est pas sans conséquence sur la qualité et sur la sûreté des installations, comme en témoignent l'accroissement des événements impactant la sûreté, des accidents du travail, des contaminations, des mises en demeure de l'autorité de sûreté.

Si jusqu'à présent le pire a été évité, c'est essentiellement grâce au professionnalisme de l'ensemble des salariés. [...]

d'augmenter, et de 80 à 120 € pour l'éolien et la méthanisation qui baisseront dans l'avenir. Cela démontre sans ambiguïté que continuer dans le nucléaire est bien un choix idéologique et ne tient pas compte de l'économie et des emplois. La sortie rapide du nucléaire est maintenant une évidence pour répondre aux besoins économiques sociaux et environnementaux des populations.(1) Sud ouest - 28/5/ 2014 - Rapport de la Cour des comptes sur les coûts de la filière nucléaire.

(2) SFEN – Economie : L'Energie nucléaire rencontre François Lévêque



Proposition de la coordination sud-ouest, notamment Philippe C. : que cette distribution soit faite dans plusieurs sites à la fois. Arrêter le nucléaire ne se fera qu'avec le soutien de travailleurs



Photos M.S.A.
Distribution et embouteillage au rond point

TRANSITION ENERGETIQUE ALLEMANDE

et si on s'informait vraiment ?

<http://www.sortirdunucleaire.org/Allemagne-la-transition-energetique-ca-marche>

La sortie du nucléaire ruinerait l'Allemagne, ferait exploser les émissions de gaz à effet de serre, serait amèrement regrettée par les citoyens... Telles sont les idées reçues... du lobby atomique reprises en boucle dans les médias français.

Mais qu'en est-il en réalité ?

Lieux communs répétés en boucle en France : « *L'Allemagne a arrêté des réacteurs nucléaires* » :

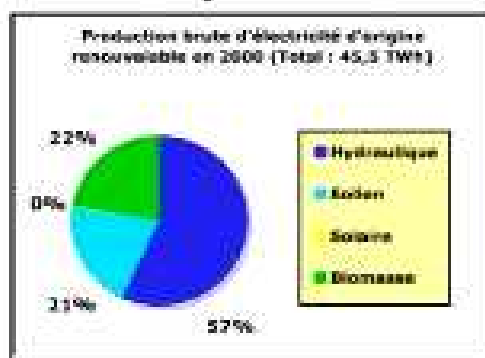
- « *Mais elle compense sa production électrique par du charbon et augmente sa production de CO₂* »

FAUX : « *La baisse de la production d'origine nucléaire, de 72,3 TWh (169,6 TWh en 2000 et 97,3 TWh en 2013) a été plus que compensée par l'augmentation de 111,4 TWh de la production d'origine renouvelable (45,5 TWh en 2000 et 156,9 TWh en 2013). Au total, cette production a non seulement compensé la baisse du nucléaire mais également couvert l'augmentation de la production totale entre 2000 et 2013.* » (J. Laporte 06/2014)

- « *Mais elle importe du nucléaire français* » :

FAUX : selon Rte en 2012 « *La France exporte vers tous ses voisins sauf vers l'Allemagne dont elle a importé plus de 8 TWh* »

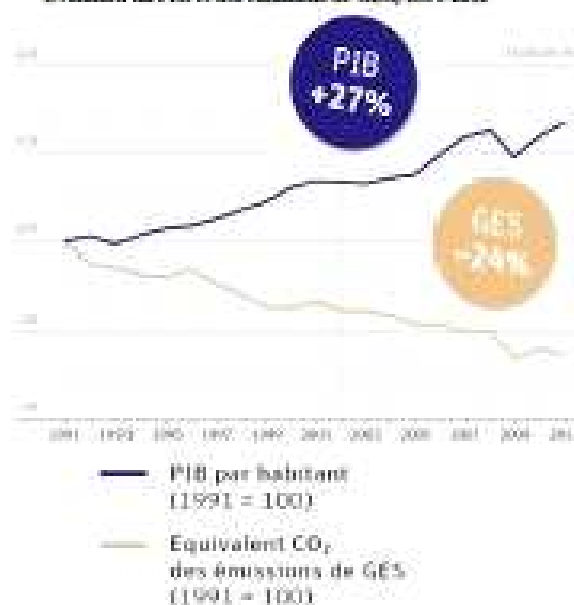
Structure de la production d'électricité d'origine renouvelable en 2010 et 2013



- Et plus généralement, selon « *German Energy Transition* » :

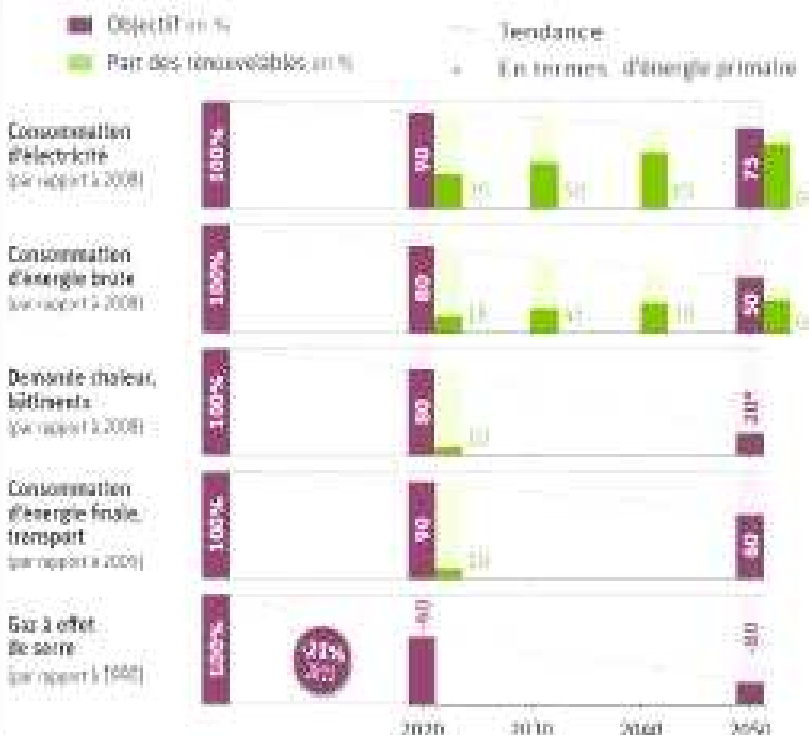
Allemagne : une économie en croissance, des émissions en déclin

Évolution du PIB et des émissions de GES, 1991-2011



Transition énergétique allemande : haute certitude sur objectifs à long terme

Objectifs énergétiques et climatiques généraux du gouvernement allemand à long terme



Loi transition : elle favorise le nucléaire (Analyse d'Hervé Kempf)

Reporterre est heureux d'offrir à la représentation nationale le texte du projet.

On peut regrouper les mesures qu'il préconise en quatre volets : l'annonce de grands objectifs énergétiques, les mesures d'économies d'énergie, la position du nucléaire, les énergies renouvelables

Les grands objectifs

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030 par rapport à 2020 ;
- diminuer de 30 % notre consommation d'énergies fossiles en 2030 ;
- ramener la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % en 2025 ;
- porter en 2030 la part des énergies renouvelables à 40 % de l'électricité produite ;
- diviser par deux la consommation finale d'énergie d'ici 2050.

Etrangement, **ces objectifs paraissent en retrait de la loi sur l'énergie de... 2005**, qui fixait comme objectif la diminution de « 3 % par an en moyenne les émissions de gaz à effet de serre de la France » et « une division par quatre ou cinq de ces émissions pour les pays développés ».

De surcroît, Mme Royal a refusé de répondre à la question posée par Reporterre sur l'évolution de la consommation d'électricité, prétendant qu'il s'agissait d'une querelle de chiffres. On verra qu'il n'en est rien, et que cet enjeu est crucial.

Les économies d'énergie

Ce point est mis en avant avec force, et plusieurs dispositifs sont prévus pour « accélérer la rénovation thermique des logements » :

- allègement fiscal de 30 % pour les travaux de rénovation énergétiques engagés d'ici fin 2015 ;
- relance de l'éco-prêt à taux zéro ;
- mécanisme de « tiers financeur » pour faire l'avance du coût des travaux aux particuliers.

Mais si ces dispositions paraissent un pas dans le bon sens, elles sont insuffisantes. Les professionnels de la Coalition France pour l'efficacité énergétique ne cachaient pas, au téléphone, leur surprise devant le texte du projet de loi, qualifié de « catastrophe pour l'efficacité énergétique ». Les motifs de mécontentement émanent de diverses dispositions techniques dispersées dans le texte, et par lesquelles les professionnels se sentent oubliés.

Deux préoccupations émergent :

le projet met l'accent sur la rénovation des logements, alors que **les possibilités d'économies dans le tertiaire, qui seraient très importantes et moins coûteuses, sont oubliées** ;

il donne la main sur l'accès au réseau à ERDF, la filiale d'EDF, alors que le coût en est jugé exagéré (générant des recettes indues pour EDF) et que les conditions de son fonctionnement font l'objet d'un vif contentieux, encore marqué par une décision récente de la Cour administrative d'appel de Nancy.

En résumé, les professionnels de l'économie d'énergie jugent que **le texte donne beaucoup trop de pouvoir à EDF** tant dans le contrôle des réseaux (et des prix) qu'en aval dans la mise en oeuvre des mesures. Dans un courriel dont Reporterre a pu avoir connaissance, ils soulignent que cette situation comporte le risque de « la disparition sur le sol national d'un outil industriel ». Par ailleurs, le projet de loi contient une disposition étonnante dans son article 8 : la possibilité de **sanctionner les personnes qui refuseraient le compteur électrique Linky, promu par EDF** - un compteur jugé dangereux pour son atteinte potentielle à la liberté, et dont l'efficacité pour économiser l'énergie est loin d'être prouvée.

L'énergie nucléaire

Mme Royal refusait de répondre à la question sur la consommation d'électricité pour une bonne raison : dans l'esprit des nucléa-

ristes et de leurs alliés au gouvernement, on pourrait avoir une baisse de la consommation globale d'énergie et une part plus importante des renouvelables **sans baisser la valeur absolue du parc nucléaire - dont on annonce qu'il restera « plafonné » à 62 gigawatts, soit à sa valeur actuelle. La condition pour permettre ce maintien du parc est l'augmentation de la consommation d'électricité.**

Et celle-ci est fortement soutenue par le texte de Mme Royal, qui promeut la voiture électrique par nombre de dispositions extraordinaires - alors que les transports en commun sont absents du texte.

L'Etat n'a pas non plus voulu reprendre la main sur les décisions d'EDF, dont il détient pourtant 84 % des actions. Pour assurer la baisse de la part du nucléaire dans la production d'électricité (qui n'induit pas mécaniquement, donc, la diminution du parc nucléaire), on passera par un système compliqué de Programmation pluriannuelle de l'énergie, qu'EDF devra respecter, notamment parce que le représentant de l'Etat au conseil d'administration y aura un droit de veto (comme si, avec 84 % des parts, il ne l'avait pas déjà !). Ce système satisfait les députés EELV Denis Baupin et Ronan Dantec, comme ils l'ont indiqué à la presse mercredi après-midi, mais pas **Michèle Rivasi, députée Verte au Parlement européen, qui écrit dans un communiqué que « le projet de loi actuel ne peut satisfaire les écologistes sur le nucléaire ».**

Au demeurant, Mme Royal a été claire : « Nous ne sortirons pas du nucléaire, ce n'est pas le choix qui est fait. C'est grâce à l'énergie nucléaire aujourd'hui, à la sécurité qu'elle apporte, que nous pouvons accélérer et faire sereinement la transition énergétique ».

En fait, comme le juge dans un communiqué **Delphine Batho, ex-ministre de l'Ecologie qui avait été limogée en 2013 sous la pression des lobbies**, « on assiste à un enterrement de première classe : celui de l'engagement important pris par François Hollande concernant la diversification du bouquet énergétique et la reprise en main par l'Etat de la politique nucléaire (...). Le nucléaire est en fait la clef de voûte de la politique énergétique

de la France. **Si on ne change rien au sur le nucléaire, cela veut dire que l'on ne change rien de la politique énergétique ».**

Les énergies renouvelables

Un grand coup de pouce sera donnée aux énergies renouvelables, notamment par une simplification des procédures, afin d'accélérer la réalisation de parcs éoliens ou solaires.

Des appels d'offre et des moyens importants viseront aussi des parcs solaires, des éoliennes offshore, des hydroliennes, etc. La réalisation de méthaniseurs sera vivement encouragée.

Problème : la logique du gigantisme et du soutien aux grands groupes prédomine, mais pas celle d'une énergie relocalisée. 20 % du capital des projets devront cependant être proposés aux habitants et aux collectivités locales.

Ainsi, le soutien aux méthaniseurs, sans limite de taille, favorise des opérations telles que celle de la ferme-usine des Mille vaches, où le gigantisme agricole est soutenu par les tarifs attractifs de rachat de l'énergie. De surcroît, les agro-carburants sont censés avoir une part plus importante, alors que leur impact écologique et agricole est vivement contesté.

La partie n'est pas tout à fait jouée

Le projet de loi va être soumis au Conseil économique, social et environnemental, puis au Conseil d'Etat, avant d'être validé par le gouvernement fin juillet ou début août. Il irait ensuite en discussion parlementaire à l'automne. Les députés réussiront-ils à infléchir le texte ? Source et photo : **Hervé Kempf pour Reporterre**

QUAND LE NUCLEAIRE REJOINT LES ENERGIES RENOUVELABLES



Dessin pour
Greenpeace

Les actions du Réseau relayées localement ou vice versa

Lettre aux députés (voir site sortirdunucleaire.org) mais aussi les stands par exemple celui de Stop Golfech à Horizon vert le 4 et 5 octobre).

Rencontres avec les députés par rapport au vote de la loi énergétique

La coordination antinucléaire du sud-ouest avait pris l'initiative de rencontrer les députés et c'est repris maintenant par le Réseau. **Cela a été chose faite dans le 47.**

Le 30 mai 2014 rencontre avec JLCoste député UMP (Monique Prévot et Monique Guitttenit) Entrevue d'environ 3/4d'h. Nous apprenons qu'il fait partie de la commission parlementaire de D.Baupin sur les coûts du nucléaire. Il est tout heureux de se retrancher derrière les positions « responsables » de Ségolène Royal sur le fait qu'on ne peut sortir du nucléaire. Impressionné par Fukushima il est plutôt pour la construction de nouvelles que la prolongation des anciennes centrales nucléaires. Il refuse d'évoquer des plans énergétiques basés sur les économies, les renouvelables, la cogénération car pas sérieux puisque leurs rédacteurs non reçus par la commission. Suite à des courriels nous recevrons dès le lendemain les interventions faites par Négawatt et Global Chance à cette commission, documents qui lui seront envoyés....

Le 12 juin 2014 rencontre avec Lucette Lousteau, député PS (Aline Vérardo, Monique Prévot et Odile Belle). En résumé, L.Lousteau comprend nos positions mais elle votera les positions du gouvernement.

Le 18 juillet 2014 rencontre avec Mathias Fekl, député PS, et son attaché Parlementaire, Tarik Laouni (Pierre Kung et André Crouzet). Après une présentation nous avons rapidement exprimé notre déception sur la présentation par la ministre de l'écologie Ségolène Royal de la future loi sur la transition énergétique qui doit être en discussion fin 2014 et dont le vote est prévu début 2015.

Nous avons échangé sur les différents enjeux que pose une véritable transition qui ne sont pas dans la proposition de loi.

- Une politique transversale et centrale de sobriété touchant tous les secteurs d'activité.

- Une politique d'éducation de formation en lien avec le ministère de l'éducation

- Une politique décentralisée d'équipement en productions alternatives et renouvelables en lien avec les potentiels locaux.

- Une politique fiscale et financière nationale volontariste d'aide à l'équipement par les ménages des ENR et des travaux de sobriété des bâtiments, des appareils etc...

- Un audit sans concession de la production électronucléaire en intégrant les coûts réels de production de la gestion des déchets et du démantèlement des installations.

Dans ces échanges nous avons pu constater une méconnaissance et des contrevérités souvent entendues sur le dossier du nucléaire et des alternatives.

Après plus d'une heure de discussion, le député nous a remis le projet de loi de la ministre de l'écologie en nous demandant de lui proposer des commentaires et des amendements que nous souhaiterions voir y être inclus.

Nous avons convenu de lui faire parvenir un dossier sur le sujet avec les arguments économiques et sociaux que nous avons développés sur le coût réel du nucléaire et du potentiel de création d'emplois dans une politique énergétique alternative sans nucléaire. Ce dossier a été réalisé et doit lui être remis début septembre. Le même sera remis à Mme Lousteau et M.Coste.



<http://sortirdunucleaire.org/Loi-transition>

**PAS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
SANS SORTIE DU NUCLÉAIRE**

NUCLÉAIRE OU TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, IL FAUT CHOISIR !

(Pétition sur site Réseau) Ce que nous exigeons :

- l'arrêt immédiat des réacteurs qui ont dépassé les 30 ans de fonctionnement
- l'arrêt définitif du programme EPR et de tout projet de renouvellement du parc nucléaire
- l'adoption d'un objectif impératif de réduction de 20 % de la consommation finale d'électricité à l'horizon 2025

la reprise en main effective, par le Gouvernement et le Parlement, de la politique énergétique du pays et la possibilité, pour l'exécutif, de décider l'arrêt de réacteurs pour des raisons de politique énergétique.

Des victoires juridiques à Chooz contre pollution à l'acide sulfurique, Penly contre la pollution au tritium etc...

<http://sortirdunucleaire.org>

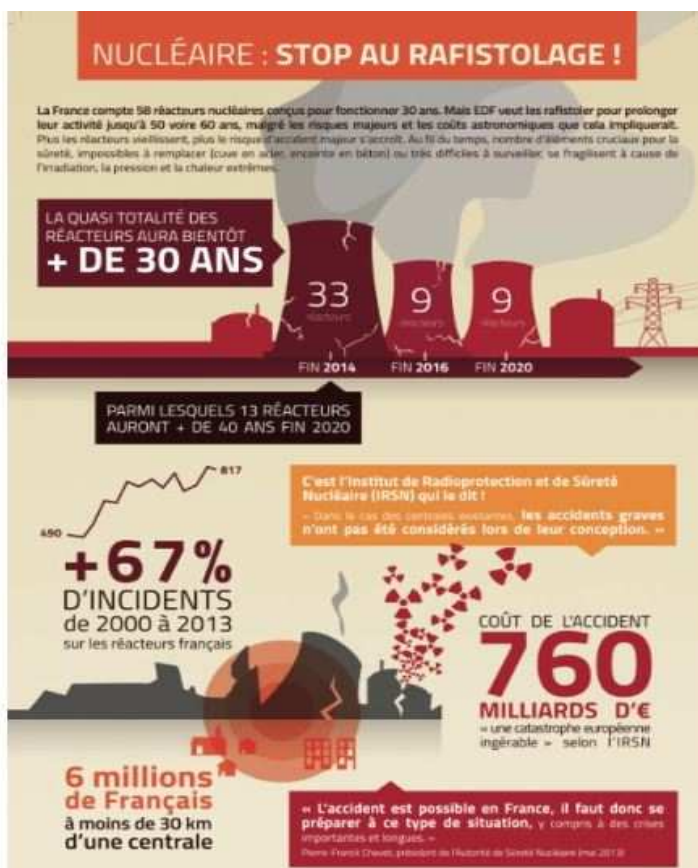
Samedi 11 octobre - Manifestons à Paris contre le salon qui tue !

Alors que les parlementaires débattent de l'avenir énergétique du pays, la France accueillera le "World Nuclear Exhibition", premier salon international de la filière nucléaire. Le week-end précédent ce salon indécemment, nous vous donnons rendez-vous à Paris, au côté de nombreuses associations, pour manifester notre opposition. Plus d'informations prochainement sur notre site.

Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

Coordination antinucléaire du sud-ouest : samedi 4 octobre 2014, de 10h à 13h, chapiteau 3 du salon Horizon Vert, parc des expositions de Villeneuve sur Lot (47)

Propositions à débattre : des rassemblements devant les permanences des députés avant le vote de la loi, quelle action le 15 octobre, action travailleurs à proposer dans d'autres sites, bilan du 27 à Paris sur décentralisation du réseau etc..



Prenons enfin la « gestion sûre et responsable des déchets radioactifs ». La mission confiée à l'Andra était de trouver solution aux déchets nucléaires. Solution RÉELLE et non des ersatz qui ne résolvent rien, qui ne font que déplacer le problème et créent des risques incommensurables sur le très long terme (risques passés sous silence par l'Andra jusqu'à ce que le chercheur indépendant B. Thuillier ne les débusque et ne les porte à la connaissance du public). Qui peut croire que ces poisons stockés en surface (à La Hague, Soullaines, Morvilliers) vont rester ainsi inoffensifs pendant les siècles que nécessite leur décroissance radioactive ? Qui peut croire que ces poisons enfouis resteraient gentiment tapis au fond de leur cachette sur les milliers de siècles que nécessite leur décroissance radioactive ? Il est une expression gri-gri chez les nucléocrates et nucléophiles : le retour d'expérience. Terribles elles sont, justement, les expériences de nos apprentis sorciers : le site d'enfouissement du WIPP (Etats-Unis) qui vient de fuir au bout de 15 ans de fonctionne-

... suite le 15 octobre

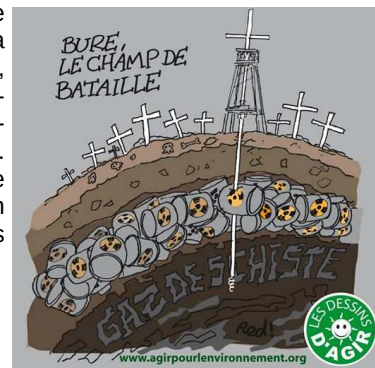
Samedi 15 novembre – Occupe ton rond-point ! Une action facile et visuelle à faire près de chez vous

Allonger le fonctionnement des centrales au-delà de 30 ans prolongerait de manière insupportable le risque nucléaire. Si nous n'agissons pas, c'est pourtant ce que pourrait permettre la loi qui sera adoptée prochainement. Lors d'une grande journée d'actions nationale "Occupe ton rond-point !", multiplions les actions d'occupation de rond-points déjà utilisées très efficacement pour faire passer le message auprès d'un grand nombre de personnes en quelques heures.. **Ensemble, refusons le rafistolage des vieilles centrales et exigeons l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans !**

Voir action choisie dans le sud-ouest pour le 15 octobre : www.stopgolftech.org

ment alors que le site était prévu étanche pour 100 000 ans, le site d'enfouissement de Asse (Allemagne) qui barbotte dans l'eau alors que les analyses démontraient sa sûreté sur des dizaines de milliers d'années, et encore le site d'enfouissement de Stocamine (Alsace) soit disant ininflammable et réversible alors qu'un incendie souterrain a démontré tout le contraire. Va-t-on se laisser mener encore longtemps en bateau, ou enfin regarder le problème en face ? Non seulement la gouvernance de l'Andra n'est que duplicité invraisemblable, mais sa politique envers les déchets est une faillite. Faillite menée avec la complicité des organismes chargés du contrôle (IRSN, ASN, OPECST, CNE...) et avec des politiques qui ont abandonné leurs responsabilités. A présent, il ne s'agit plus de changer de tête chez l'Andra (de la peste au choléra ?), d'écoper le bateau qui coule, mais bien plutôt de changer de navire, de politique. Allons-nous enfin prendre le problème à bras le corps, en y associant la société dans son ensemble ?

cedra.org@orange.fr
www.stopbure.com



Question n° 0847S adressée à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé (14-10-14) suite à action Vigie à Paris

Mme Aline Archimbaud attire l'attention de Mme la ministre des affaires sociales et de la santé sur les liens et accords existants entre l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'accord WHA 12-40 signé entre ces deux agences le 28 mai 1959 stipule notamment que l'AIEA et l'OMS reconnaissent qu'elles peuvent être appelées à prendre certaines mesures restrictives pour sauvegarder le caractère confidentiel de renseignements qui leur auront été fournis. En 1986, la mainmise de l'AIEA a, de surcroît, été renforcée par les conventions sur la notification rapide d'un accident nucléaire et sur l'assistance en cas d'accident nucléaire. Cela n'est pas rassurant pour la transparence concernant les conséquences de la radioactivité sur la santé. Très concrètement, l'OMS n'est intervenue que cinq ans après le début de la catastrophe de Tchernobyl, sollicitée pour un rapport finalement fait par l'AIEA, et elle continue d'affirmer que cette catastrophe a provoqué moins d'une cinquantaine de morts. De plus, elle a omis de publier les rapports des conférences de 1995 et 2001 sur les conséquences de Tchernobyl, au cours desquelles des informations très gênantes pour le lobby nucléaire ont été présentées. Concernant Fukushima, l'OMS n'a pas protesté lorsque le gouvernement japonais a remonté

la norme admissible pour les populations de 1 à 20 mSv/an, norme réservée aux travailleurs du nucléaire. De plus, elle a publié en 2013 un rapport citant des chiffres inférieurs y compris à ceux que Tepco et le lobby nucléaire ont reconnus. Dernière alerte en date, l'OMS a supprimé son département radiation il y a quelques années. Elle lui demande donc si, comme représentante de la France à l'OMS, elle compte s'investir pour proposer que soit mise à l'ordre du jour de la prochaine assemblée mondiale de l'OMS en mai 2015 la question du rétablissement du département radiation. Elle lui demande en outre si elle a l'intention de demander l'instauration d'une commission sur les rayonnements ionisants et la santé pour examiner et étudier scientifiquement les conséquences sanitaires de l'accident de Tchernobyl et de Fukushima, qui serait exclusivement composée d'experts indépendants, qui n'ont aucune relation, financière ou autre, avec l'industrie nucléaire ni avec des associations de l'industrie nucléaire. Elle lui demande enfin si elle compte défendre la révision de l'accord signé entre l'OMS et l'AIEA le 28 mai 1959 en proposant des amendements qui permettront à l'OMS d'accomplir, dans le domaine des rayonnements ionisants et de la santé, son mandat selon les articles 2a, 2n et 2q de sa constitution (agir dans le domaine de la santé, en tant qu'autorité directrice et coordinatrice des travaux ayant un caractère international ; stimuler et guider la recherche dans le domaine de la santé ; fournir toutes informations, donner tous conseils et assistance dans le domaine de la santé).

Synthèse du rapport annuel de surveillance de l'environnement 2013 du C.N.P.E. de Golfech- Marc St Aroman

Note au lecteur : dans la tradition, cette synthèse peut comporter quelques erreurs ou imprécisions indépendante de la volonté de son auteur.
Merci de votre compréhension et de vos critiques. - Réalisé pour Stop Golfech par Marc Saint-Aroman - Août 2014 -

Note préalable : il y a donc juste un an que Stop Golfech faisait des révélations sur les fuites des enceintes de confinement des réacteurs français grâce à des documents internes qui avaient fuit de chez Edf. Depuis, malgré de nombreuses sollicitations de journalistes par le Réseau Sortir du nucléaire sur cette question majeure : aucun média français n'a jugé bon de reprendre cette information qui concerne pourtant la mise à l'arrêt potentielle de réacteurs suite à une réglementation bafouée par Edf. MAIS les associations ne baissent pas les bras face aux plaisanteries d'alcôve des responsables d'Edf qui déclaraient, suite à des mesures de taux de fuites sur les réacteurs 900 MW : « C'était pire que les 1300 MW.

Nous obtenions un taux de fuite de 3% "... » ou encore « la double enceinte des 1300 constitue un bâtiment à fuites contrôlées et non pas une enceinte étanche ». Les cachotteries d'Edf révélées grâce à ces documents nous incitent à prendre avec les plus grandes réserves l'essentiel des chiffres repris de ces rapports.

- 1 - Objet et domaine d'application : L'article 38 de l'arrêté du 18 septembre 2006 s'appuyait sur l'arrêté du 26 11 1999 fixant les prescriptions concernant les prélèvements et rejets de la centrale. Cet arrêté a été abrogé par celui du 7 02 2012 définissant le contenu du rapport dans son article 4.4.4. Ce contenu a été précisé par l'article 5.3.1 de l'arrêté du 9 août 2013 qui s'est appuyé sur une décision de l'ASN... Ouf ! Après lecture sommaire de cet arrêté qui porte sur l'« homologation relative à la maîtrise des nuisances et de l'impact sur la santé et l'environnement des installations nucléaires de base » et il n'est pas certain que cet arrêté serve plus l'environnement qu'Edf...

- 2 - Le mot du chef de mission environnement : suite à la reconduction de la certification ISO 14 001 pour la centrale le chef écrit : « ce renouvellement est la reconnaissance par un organisme indépendant et impartial que le système de management de l'environnement mis en place à Golfech est efficace, approprié et performant »... En plus d'une production forte en 2013 - 19,2 TWh - malgré un arrêt « fortuit » de 15 jours le cadre continue à employer beaucoup de mots pour cacher son édifice en château de carte... un seul exemple : le rejet tritium en Garonne en 2013 est le deuxième plus fort niveau depuis le lancement des réacteurs : en 2009, pour une production annuelle de 2,6 % supérieure, le rejet tritium était de 17 % inférieure à celui de 2013.

- 3 - Historique des principaux événements du CNPE de Golfech : pour mémoire, la première divergence du réacteur n°1 a eu lieu en avril 1990 et celle du n°2 en mai 1993. Les couvercles de cuves ont été remplacés en 2005 (n°1) et 2006 (n°2). [...]

- 6 - Comparaison des limites réglementaires aux rejets de 2013 (arrêté du 18 09 2006)

- **Atmosphère :** polluants radioactifs gazeux : Carbone 14: 363 GBq / an (Maxi : 1

400) – Tritium : 1 070 GBq / an (Maxi 8 000) – Gaz rares : 821 GBq / an (Maxi 45 000) – Iodes 0,026 GBq / an (Maxi 0,8) – produits d'activation et fission : 0,00495 GBq / an (Maxi 0,8).

- **Liquides en Garonne :** Carbone 14 : 40,2 GBq / an (Maxi 190) – Tritium : 69 259 GBq / an (Maxi 80 000) – Produits de fission et d'activation : 0,13 GBq / an (Maxi 25)

- **Rejets de polluants chimiques et radioactifs :** Acide borique 5 333 kg (Maxi 25 000) – Morpholine 200,8 (Maxi 1 000) – Azote total : 2 515 kg (Maxi 4 500) – Phosphates : 144 kg (Maxi 1 000) – Métaux totaux : 13 kg (Maxi 145)

- 7 - Rejets thermiques :

- **Prélèvements en Garonne :** selon Edf, 199,29 millions de m3 ont été turbinés en 2013 pour les besoins de la centrale (Limite annuelle « légale » 238 millions de m3) dont **38,19 millions de m3 évaporés pour 42 maximum autorisé. Pour chaque kilowattheure sorti de Golfech, la centrale a turbiné 10,4 litres et évaporé 2 litres d'eau de Garonne**

- Suite à un débit de la Garonne élevé sur la période estivale, il n'y a eu qu'une compensation de 0,9 M de m3 du niveau de la Garonne depuis la barrage de la Gimone et le delta maximum de température entre l'amont et l'aval de la centrale aurait été respecté.

- 8 - Contrôle des rejets polluants :

- **Rejets de traitement biocide :** la concentration maximum de la Garonne en amibes Naegleria Fowleri de 100 Nf/litre mesurée au pont de Lamagistère aurait été respectée tout au long de l'année 2013.

Comme les autres années il faudra chercher ailleurs dans le dossier puisque les quantités de rejet polluants de ce traitement durant la saison ne sont pas produites par Edf.

- **Rejets liés au traitement antitartre :** le traitement antitartre, réalisé par injection d'acide sulfurique au niveau des aéroréfrigérants, a été effectué en fonction des paramètres physico-chimiques de la Garonne. Edf précise que les flux de sulfates sont restés conformes aux autorisations : cette autorisation de rejets maximum de sulfate en 24 h en Garonne est de 24 tonnes.

- Comparaison des limites réglementaires aux rejets de 2013 (arrêté du 18 09 2006)		
Atmosphère : effluents radioactifs gazeux :		
Radioéléments	Rejets 2013 en Gigabecquerels par an	Limite annuelle en Gigabecquerels par an
Carbone 14	363	1 400
Tritium	1070	8 000
Gaz rares	821	45 000
Iodes	0,026	0,8
Autre Produits de fission ou d'activation émetteurs bêta ou gamma	0,00495	0,8
Garonne : effluents radioactifs liquides :		
Rejets 2013 en Gigabecquerels / an	Rejets 2013 en Gigabecquerels par an	Limite annuelle en Gigabecquerels par an
Tritium	69 259	80 000
Carbone 14	40,2	190
Iodes	< 0,010	0,1
Autre PF et PA	0,13	25
Rejets de polluants chimiques associés aux polluants radioactifs :		
	Résultats 2013 en kilos	Limites de rejets annuels (kg)
Acide borique (H ₃ BO ₃)	5 333	25 000
Hydrate d'hydrazine	0,398	80
Morpholine (en C ₄ H ₉ ON)	200,8	1 000
Azote total	2 515,8	4 500
Phosphates (en P ₂ O ₅)	143,6	1 000
Métaux totaux (Zn, Cu, Mn, Ni, Cr, Fe, Al)	13	145
Lithine	0,697	

Suite bilan Golfech

- Station d'épuration et émissaires d'eaux pluviales : R.A.S selon Edf.

- 9 – État et bilan du contrôle des milieux de prélèvement d'eau et de rejets :

- État des rejets annuels et de leur répartition mensuelle : à noter les 5 333 kg d'acide borique rejetés en Garonne dont 1 750 kg pour le seul mois de mars 2013
- Bilan des mesures de surveillance réalisées sur les rejets et dans l'environnement

Pour la surveillance de la radioactivité, il est noté le plus sérieusement du monde, que le niveau de **radioactivité naturelle** en 2012 est identique à celui relevé avant la mise en route du CNPE... Pour la surveillance de l'impact des rejets chimiques voir les annexes 4 et 5.

- 10 – Comparaison des résultats de mesure dans l'environnement aux mesures initiales :

- État de référence de 1986/1987 : cette référence était marquée par les tirs atomiques et la catastrophe de Tchernobyl. Étaient détectés des Césium du Strontium 90, des émetteurs bêta, ... dans tous les compartiments de l'écosystème.
- Comparaison au bilan annuel réalisé par l'IRSN en 2011 : Ce sont encore les résultats de 2012, pas ceux de 2013 qui sont produits dans le dossier. Cette année encore Edf rajoute Fukushima comme source potentielle aux radioéléments artificiels retrouvés autour de la centrale de Golfech. Contrairement aux autres années, du tritium libre est détecté dans l'eau prélevée à Sauveterre Saint-Denis. Edf affirme que les niveaux relevés ne permettent pas d'établir une origine anthropique locale.

- **11 – Estimation des doses reçues par la population** : comme toujours une modélisation fantaisiste, établie sur la base d'estimation d'émission des radioéléments issus de la centrale est censée fournir la dose reçue par des riverains. Et comme d'habitude, l'irradiation externe cumulée à la contamination interne ne représenterait au total que : 0,00043 mSv/an 2013 pour un adulte, 0,00042 mSv/an pour un enfant de 10 ans et 0,00053 mSv/an pour un enfant de 1 an... la faiblesse des niveaux de dose ainsi que le peu de différence entre la dose reçue par un adulte et un enfant discréditent complètement ces « travaux ».

- **12 – Description de l'opération exceptionnelle de prélèvement d'eau** : le « projet post-Fukushima » prévoit une source d'eau d'ultime secours : son débit doit être de 60 m³/h. Une source trouvée respectant les contraintes réglementaires (Pas de piézomètre à moins de 35 m, canalisation et réseaux enterrés à plus de 20 m) n'a pas respecté la réserve de la demande d'autorisation fixée à 22 050 m³ (Il manquait 10,7 % de volume). Edf étudie une solution de « type stockages neufs » et en attendant, la réserve ultime reste un projet... 24 ans après le lancement du premier réacteur Edf en est toujours aux études sous l'œil bienveillant du gendarme !

- **13 – Description des opérations de maintenance des équipements et ouvrages intervenants dans les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents** : pour la station de pompage les critères de dragage ne sont pas dépassés – La station d'épuration : une nouvelle station « devrait » être mise en service en 2015. La station de traitement biocide verra le remplacement des bâches d'eau de javel et la reprise des massifs de béton qui les soutiennent. La maintenance des installations antitartre verra l'agrandissement des casemates d'injection, le remplacement des tuyaux simple enveloppe par des doubles. Le local de pompage ainsi que les casemates verront leurs sols renouvelés pour résister à l'acide sulfurique dans la durée. Le revêtement de la fausse d'exhaure sera refait. Les réservoirs de rejets ont vu leur capteurs de niveaux défectueux ou mal positionnés : tous les capteurs ont été remplacés et requalifiés. On mesure ici l'impact des procédures juridiques lancées à l'encontre d'Edf par le Réseau Sortir du nucléaire et les associations antinucléaires locales même si l'objectif associatif reste une fermeture en urgence des réacteurs nucléaires, pas des rafistolages pour tenter de

maintenir les réacteurs en phase avec une loi taillée sur mesure pour Edf comme nous l'avons vu avec la DARPE de 2006.

- 14 – Incidents ou anomalies de fonctionnement ayant fait l'objet d'une information en application de l'article 32 de l'arrêté de rejet :

- Événements significatifs environnement : voir Stop Golfech mars 2014 – les trois « incidents » de rejets de gaz frigorigènes correspondaient à **153 350 kg d'équivalent CO2 rejetés dans l'atmosphère**.

- Événements intéressants l'environnement sur l'année 2013 : en plus des gaz évoqués précédemment, trois autres rejets intempestifs ont eu lieu qui ont abouti à un rejet d'équivalent CO2 total de 235 658 kg.

- 15 – Mise en perspective pluriannuelle des résultats, comparaison avec les résultats antérieurs :

- **Historique des rejets polluants gazeux** : - **gaz rares** – même si le niveau est à un cinquantième de la limite d'autorisation, le rejet 2013 est à un niveau parmi les 5 plus élevés sur les 12 dernières années – **Tritium gazeux** : même à un huitième de la limite annuelle le rejet se maintient à 1 000 milliards de Bq – **lodes gazeux seuls** : à 26 000 000 Bq Edf se situe dans des niveaux les plus bas depuis 1996 (de 1990 à 1996, les chiffres ne figurent pas) – **Carbone 14** : depuis 2003, le niveau est constant autour de 400 à 450 Gigabecquerels : cela n'a rien de surprenant puisqu'il ne s'agit pas de mesures mais d'un simple calcul. - **Produits d'activation et de fission** : à 5 MBq le niveau ne serait pas très élevé MAIS comme pour tous les autres polluants c'est Edf qui mesure et donne les chiffres.

- **Historique des rejets liquides** : - **Tritium** : comme noté en introduction, le niveau de tritium est le

deuxième plus élevé depuis le démarrage des réacteurs Pour chaque kilowattheure sorti de Golfech, la centrale a rejeté 3 609 Bq de tritium dans la Garonne :

Note de calcul : 69 300 10⁶ Bq pour 19,2⁶⁹ kWh soit : 3 609,375 Bq

- **Somme des radioéléments** : Edf parle de maîtrise des rejets hors tritium qui a suivi « une courbe de décroissance désormais asymptotique ». Pourtant le niveau de rejets 2013 à 132 MBq se situe dans la moyenne des 7 dernières années qui est de 166 MBq. A noter que les radioéléments qui sont retenus dans les filtres et résines et contaminent donc moins les riverains viennent grossir le chapelet de tous les déchets radioactifs stockés – **lodes** : 10,24 MBq pour une limite annuelle légale de 100 MBq – **Carbone 14** : comme pour les rejets atmosphérique, le C14 étant calculé, Edf fournit une courbe parfaite qui oscille entre 28 et 35 GBq sur 11 ans ! Ceci ne fait pas très sérieux lorsque l'on observe dans tous les autres tableaux du rapport les écarts mensuels importants sur tous les rejets réellement mesurés.

- **Historique des rejets chimiques** : - **Acide borique** – cet acide qui sert au pilotage des réacteurs et au contrôle de la réaction en chaîne voyait son niveau de rejets - lors du démarrage des réacteurs - en 1993 et 1994, s'élever à 35 tonnes annuelles. Depuis 8 ans le rejet annuel de cet acide radioactif tourne aux environs de cinq tonnes suite à une réutilisation supérieure. En 2013, le rejet a été de 5 333 kg - **Hydrazine** – le rejet qui s'échelonnait de 200 à 300 kg annuels entre 1999 et 2002 est inférieur à 2kg depuis 2006. Plusieurs dispositions ont été prises pour baisser le rejet de cet élément utilisé pour le conditionnement des générateurs de vapeur – **Morpholine** – le rejet 2013 s'est élevé à 201 kg pour un maximum autorisé de 1000 – **Phosphates** – 144 kg (maxi légal annuel : 1 000 kg) – **Li-thine** - 0,70 kg.

- 16 – État des trois barrières

- **Première barrière : gaine du combustible** : l'état de cette barrière est révélé par la teneur du circuit primaire en radioéléments. En fin de cycle précédent l'activité maximum du réacteur 1 était de 2 828 mégabecquerels par tonne en **gaz rares** : cette valeur est tombée à 184 Mbq/t au redémarrage. Pour le réacteur n°2 : on est passé de 1 459 maxi à 640 Mbq/t au redémarrage. En équivalent lode 131 : réacteur 1 passage de 130 maxi à 20

Suite bilan Golfech

Mbq/t au redémarrage et réacteur 2 passage de 175 à 55 Mbq/t au

redémarrage

- **Deuxième barrière : circuit primaire** : pour le réacteur n° 1, le volume de fuites primaires quantifiées (Qf) s'élève à 33,21

litres par heure et non quantifiées (NQ) à 23,36 l/h – pour le réacteur n°2 : Qf : 29,16 l/h et NQ 22,43 l/h

Le réacteur n°1 a 91 tubes de générateur de vapeur bouchés et le réacteur n° 2 50 tubes. Le réacteur 1 dispose de 29 tubes fissurés contre 0 pour le réacteur n° 2.

- **Troisième barrière** : enceinte de confinement : les taux de fuite réglementaire seraient respectés... (Voir l'intro)

Annexe 1 : dossier de presse GOLFECH 2013

Pour cette année, le nombre « d'événements significatifs » est limité, selon Edf à 16 - dont un 2 de niveau 1 et 14 classés au niveau 0. Pourtant l'opérateur a réellement déclaré 21 événements (Voir Stop Golfech mars 2014).

En dehors de la propagande traditionnelle, on peut noter la préparation du futur avec la précision que « **la centrale nucléaire de Golfech a été conçue pour une durée d'exploitation d'au moins quarante ans.** ». On peut également lire le refrain sur l'ASN « **qui émet un avis sur la poursuite d'exploitation pour 10 années supplémentaires à l'issue des visites décennales.** » Cette affirmation est absurde dans la mesure ou des projections à si long terme sur la tenue de matériaux soumis à des contraintes physiques chimiques et radioactives énormes est impossible : l'ASN en pleine schizophrénie vient d'ailleurs d'en apporter un élément concret en ramenant de 10 ans à 5 ans la certification d'une enceinte de confinement. Toujours pour le futur et selon Edf, les investissements à Golfech ont représenté 33,9 millions d'euros en 2013. L'électricien précise que pour 2013, 1 050 tonnes de combustible usé ont été traitées en France dont 78 tonnes pour Golfech. Edf annonce enfin 5 000 prélèvements dans l'environnement et la réalisation de 15 000 analyses.

Annexe 2 : paramètres radioactifs

Note : pour les valeurs annuelles rejetées voir le § 6 p1

Rejets radioactifs mensuels dans l'atmosphère : on mesure des pointes de rejets radioactifs gazeux dans la nature liées à l'arrêt du réacteur n°1 en juillet/août : par rapport à la moyenne annuelle + 194 % de tritium en août et + 523 % de gaz rares en juillet.

Rejets radioactifs mensuels dans la Garonne : on note également des pointes de rejets en mars pour le tritium et les produits de fission et d'activation (PF/PA), en mai pour les iodes. Une grosse pointe apparaît également en décembre pour le tritium et les PF/PA dont les données du rapport ne permettent pas de déterminer l'origine.

Rejets chimiques radioactifs mensuels dans la Garonne : les 5,33 tonnes d'acide borique radioactifs constituent toujours un rejet inadmissible.

Annexe 4 : Rapport sur l'ichtyofaune

Depuis 2011 c'est l'École Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse (ENSAT) qui assure le suivi de la faune des poissons et le suivi hydrobiologique. Sur l'historique l'ENSAT précise que les perturbations sont dues à des causes naturelles, la centrale n'a rien à voir là-dedans. Depuis le début du suivi les comptages d'individus à Golfech et au Bazacle, les résultats mettent en évidence la disparition d'un grand nombre d'individus entre les deux sites d'observation ce problème est récurrent au fil des ans malgré l'amélioration globale de la qualité de l'eau de la Garonne en aval de Toulouse (notamment par l'arrêt d'AZF en 2001).

Conditions climatiques 2013 : les débits de l'année ont été au-dessus de la moyenne avec un pic de crue de 3 073 m³/s le 1^{er} juin et + 52 % en mai, + 189 en juin, + 129 % en juillet et + 45 % en août. L'étiage est survenu fin août et le soutien à l'étiage de 5 m³/s a été réalisé le 5 septembre à partir de réserves ariégeoises et du lac d'Oô. On voit toujours apparaître le miracle de la présence de la centrale à travers une oxygénation meilleure en aval de la centrale qu'en amont : ce résultat ne tombe pas du ciel : la référence amont prise par l'ENSAT est toujours le canal d'amenée bétonné, pas le bras naturel de la Garonne : cette

démarche ne constitue pas un acte scientifique rigoureux mais bien la preuve de la validation par l'École agronomique de la

manipulation menée par l'électricien.

Périodes de monochloramination : réacteur n° 1 du 2 au 28 juillet puis du 10 au 30 septembre 2013 - Réacteur n° 2 du 2 juillet au 30 septembre avec un arrêt de 32 h 30 le 7 juillet.

Pêche électrique du 19 octobre sur la zone de rejets : dans la tradition, sur les 12 plots de rejets thermiques, chimiques et radioactifs, aucun poisson n'a été pêché en aval des plots (y compris sur les plots de 1 à 6, malgré que ces plots n'aient pas été utilisés en 2013). Le plot 12 n'a pu être pêché.

Stations référence amont / aval : - en amont, avec 6 h de pose de chaque filets, à Castelmayran, le 19 septembre 2013, 278 individus regroupés en 11 espèces pour une biomasse de 22,3 kg ont été pêchés – En aval, le 25 septembre, à Saint-Pierre de Gaubert ont été capturés 274 individus de 10 espèces pour une biomasse de 32,4 kg. De l'observation de ces chiffres on remarque que la centrale semble participer à une augmentation significative de la masse des poissons : en effet le poids moyen des poissons est de 118 g en aval pour 80 g en amont ! Sur les tableaux présentés en fin de l'étude, on peut noter des fluctuations importantes sur le nombre de poissons en fonction des années et des espèces.

Annexes ne paraissant pas nécessiter de développement spécifique par le rédacteur :

- 3 - : suivi des nappes : peu de choses notables sur ce suivi si ce n'est une forte conductivité relevée dans la nappe n°4 comme par exemple 778 µS/cm le 4/02/2013 ou 689 µS/cm le 23 07 2013 - 5 - : **Surveillance hydrobiologique** : ce rapport, également réalisé par l'ENSAT comporte peu d'éléments notables - 6 - : **Poste de déminéralisation** : au cours de 2013, 242 229 m³ d'eau ont été décantées qui ont nécessité l'utilisation de 8 491 tonnes de perchlorure de fer pur (FeCl3) ! le rapport comporte très certainement une erreur puisque la quantité utilisée serait 1 000 fois supérieure à ce qu'elle est les autres années - 122 543 m³ d'eau déminéralisée ont été produites et pour cela 72,6 tonnes d'acide chlorhydrique à 33 % et 38,9 t de soude à 48 % ont été utilisées. Sur ce seul poste, 119 fosses ont été rejetées en Garonne : ces fosses représentent 11 660 m³ de polluants qui ont été déversés en Garonne.

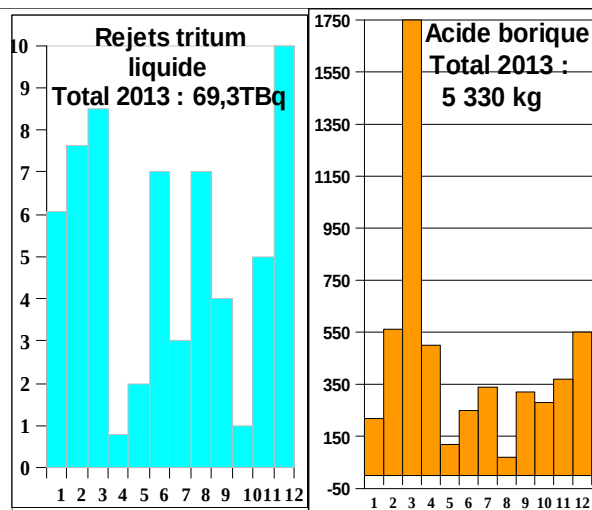
8 - : **Résultats des contrôles réalisés pour la D.R.E.A.L.** : sur ces contrôles des rejets non radioactifs, n'apparaissent pas de résultats significatifs. -

9 - : **Résultats des analyses des stations d'épuration** : comme sur l'annexe précédente, il n'y a rien à signaler - 11 - : **Éléments cartographiques** : figurent dans cette annexe quelques repères cartographiques généraux

Annexe 7 : Suivi radio écologique

C'est le laboratoire Subatech qui a réalisé ce document qui fait toujours le bilan avec deux ans de retard et qui concerne donc l'année 2012.

Milieu terrestre : deux « campagnes » de prélèvements ont eu lieu en avril et en juillet 2012. Résultats : - sol non cultivé : le ¹³⁷Cs serait le seul radionucléide artificiel identifié à un taux de 3,5 ± 0,5 Bq/kg sec – Il y a mise en évidence de ¹³⁷Cs à 2,9 ± 0,8 Bq/kg sec dans les mousses terrestres et les salades à 1,5 ± 0,2 Bq/kg sec. A Merles le ¹⁴C a été mesuré à 232 ± 10 Bq/kg sec dans l'herbe de pâturage. Pour l'eau de lyophilisation du lait prélevé à Merles, le tritium libre a été mesuré à un taux de 0,59 ± 0,51 Bq/l – l'eau de Sauveterre Saint-Denis a montré une contamination en tritium de 8,0 ± 1,0 Bq/l



Milieu aquatique : en plusieurs « campagnes » de juillet à décembre 2012. - **Sédiments** - Comme pour les sols, le seul radionucléide artificiel détecté serait le ^{137}Cs et le niveau dans les sédiments serait supérieur à Malause (amont) avec un niveau de $232 \pm 2,9$ Bq/kg sec alors qu'il serait de $0,18 \pm 0,15$ Bq/kg à St-Pierre Gaubert en aval de la centrale - **Flore aquatique** : en amont, les bryophytes présentent une activité de 99 ± 13 Bq/kg sec en ^{131}I contre $2,6 \pm 0,4$ Bq/kg sec au barrage du Passage - **Poissons** : aucun radionucléide artificiel ne serait détecté dans les poissons alors que le ^{14}C serait, comme lors des mesures effectuées par Stop-Golfec en 2010, près de deux fois supérieures après la centrale : amont : 232 ± 9 Bq/kg - aval : 362 ± 12 Bq/kg -

Bilan : selon le laboratoire, les observations qui indiquent la présence de ^{137}Cs en 2012 est liée essentiellement à la rémanence de retombées de Tchernobyl, des « essais » d'armes nucléaires et « probablement » de l'apport récent de celles de l'accident de Fukushima. Le laboratoire précise qu'en 2012, la radioactivité artificielle est caractérisée par la présence de : ^{137}Cs , ^{58}Co , ^{60}Co , $^{110\text{m}}\text{Ag}$, ^{54}Mn et ^{131}I .

Petit rappel : comme déjà noté dans ce journal, depuis le démarrage de la centrale, la radioactivité naturelle est toujours mise en exergue dans les documents, suite notamment à son niveau généralement plus élevé que celui la radioactivité artificielle. Le but clair de cette démarche menée par Edf et les laboratoires est de nier un quelconque impact radiologique de la centrale : pourtant la vie sur terre s'est développée parallèlement à la décroissance de la radioactivité naturelle issue du Big-bang : les hommes, la faune et la flore ont appris à se défendre contre les quelques radioéléments naturels dont l'existence se poursuivait (Potassium 40, Béryllium 7, plomb 210...) mais en payant quand même un lourd tribut sanitaire à cette activité naturelle. **Depuis le lancement de l'ère atomique par l'homme, les radioéléments naturels qui étaient figés dans la roche depuis des millénaires sont dispersés dans les mines et tout au long de la chaîne du nucléaire civil et militaire. Le cœur de la centrale est le lieu où les plus de mille radioéléments artificiels différents sont créés. Malgré les savantes barrières érigées par les hommes ces radioéléments artificiels n'ont cessé de se disperser, même en fonctionnement dit « normal » des installations.**

Annexe 10 : Bilan campagne amibes 2013

Sur la période du traitement amibien, le premier seuil des flux de rejets sur 24 h de nitrites (230 kg/24h) ont été dépassés les 22 septembre : 261,5 kg/24 h, 23 /09 : 358/24 h et 24 : 440,9 kg/24 h soit respectivement : + 113 %, + 155 % et + 191 %. Les circuits de refroidissement « tertiaires » ont été traités : - sur le réacteur 1, du 2 au 26 juillet puis du 10 au 30 septembre 2013 – sur Réacteur 2 : du 2 juillet au 30 septembre 2013.

Fonctionnement des réacteurs durant la période de traitement : les courbes de fonctionnement des réacteurs montrent un fonctionnement « continu » sur le réacteur 1 et un fonctionnement lié à la demande des consommateurs dénommé en « suivi de charge » dont les variations de puissance thermique n'épargnent pas des composants déjà fortement sollicités en fonctionnement dit « normal ».

Réacteur 1 : pleine puissance du 22 avril jusqu'au 26 juillet avec arrêt pour rechargement du combustible. Redémarrage le 1^{er} septembre avec arrêt intempestif le 3 septembre puis nouveau recouplage le 5 septembre. Le dimanche 29 septembre la puissance du réacteur a été abaissée durant 12 h suite à une baisse de demande.

Réacteur 2 : le rapport indique que ce réacteur a été arrêté des nuits et des week-ends « afin d'économiser le combustible ».

Attentes à chaud les week-end des 8 et 15 juin durant 53 h et les 7 et 8 juillet durant 23 heures. Baisse à un quart de puissance les : - 22 juin durant 14 h - 23 juin durant 20 h – 30 juin 17 h et 44 h les 10 et 11 août. En conclusion le rapport note que le nombre de Naegleria fowleri (Nf) - 100 Nf/l - a respecté la réglementation tout au long du traitement. A la station d'eau potable

de Sivoizac les Naegleria fowleri n'ont pas été détectées et le maximum de détection pour les Naegleria totales (Nt) est survenu le 3 septembre avec 26 Nt/l.

Volumes de réactifs utilisés en 136 jours de traitements cumulés : - Ammoniaque de 38,8 à 40,2 tonnes
Eau de javel de 358,9 à 370,3 tonnes.

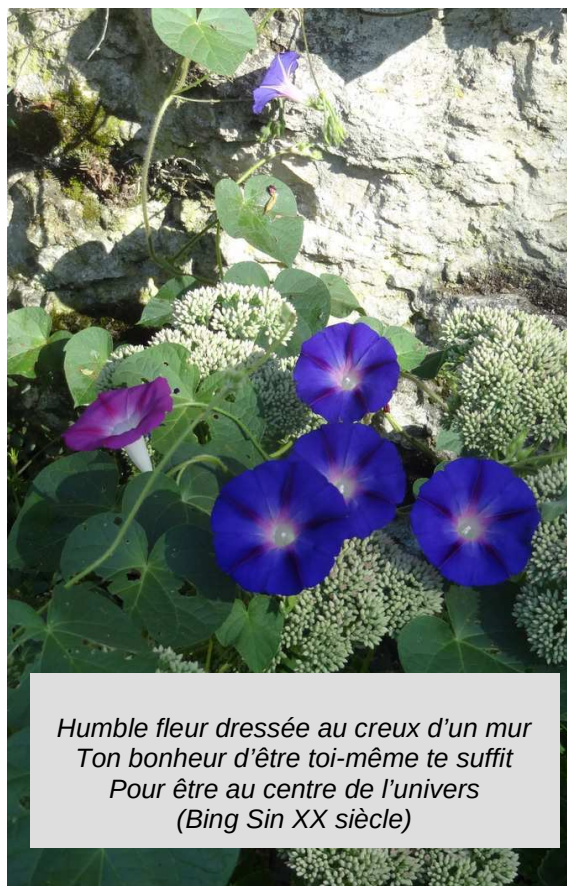
Dans ses conclusions, l'étude précise que les résidus des traitements sont retrouvés - en aval de la centrale - dans de faibles proportions dans l'environnement pour les AOX (composés organohalogénés) et sont absents pour les chronométriques et le chlore résiduel total. Il est également précisé que, comme les teneurs en AOX et THM (trihalométhanes) à l'entrée de la station de production d'eau potable en aval de la centrale et en amont de la centrale sont du même ordre de grandeur, le traitement biocide n'a pas d'impact d'impact décelable.

Conclusion du rédacteur :

Conformément aux années passées, tout va pour le mieux à Golfec dans le meilleur des mondes atomiques selon le rapport annuel de 2013. Comme s'il ne suffisait pas que cette étude paraisse autant de temps après le survenue des événements qu'elle évoque, la partie la plus importante qui concerne la radioactivité dans l'environnement date toujours de deux ans en arrière. La question des émetteurs alpha retrouvés dans la nappe phréatique ne sont même pas évoqués.

Les rejets radioactifs alpha sont pourtant interdits dans l'environnement par tous les émissaires "légaux" (atmosphère et Garonne). Le niveau relevé dans le prélèvement du 5 juillet 2012 montrait un niveau alpha global de $0,24 \text{ Bq/l} \pm 0,09$. Par la suite il sera affirmé que cette radioactivité était naturelle... sans expliquer pourquoi pas un seul autre piézomètre ne montrait la même contamination prétendue « naturelle ».

Sous l'impulsion des actions juridiques comme celle victorieuse menée à Golfec en 2010 par les associations locales et le Réseau Sortir du nucléaire, la justice fait enfin tomber le masque d'Edf et la réalité du fonctionnement des centrales atomiques montre son vrai visage... bien loin du contenu de ce volumineux rapport que l'on pourrait qualifier de **rapport de connivence...**



*Humble fleur dressée au creux d'un mur
Ton bonheur d'être toi-même te suffit
Pour être au centre de l'univers
(Bing Sin XX siècle)*

Tepco reconnaît un rejet massif de matière radioactive (AFP Publié le jeudi 24 juillet 2014)

La compagnie gérante de la centrale accidentée de Fukushima, Tepco, a reconnu que d'importantes quantités de poussières radioactives s'étaient échappées en août 2013 du réacteur 3 lors du déblaiement de ferrailles et débris accumulés au-dessus.

D'après les calculs de Tokyo Electric Power (Tepco) expliqués mercredi aux membres de l'Autorité de régulation nucléaire (NRA), le 19 août 2013, 280 milliards de becquerels de césium 134/137 ont été rejetés du site par heure, contre 10 millions de becquerels/h habituellement, et ce durant quatre heures. Cela porte le surcroît total à quelque 1.120 milliards de becquerels.

Tepco, qui promet désormais de renforcer la surveillance et de mieux évaluer mensuellement le surplus de rejets, n'avait rien dit publiquement jusqu'à ce que le ministère de l'Agriculture ne l'interpelle en mars après avoir constaté une nouvelle pollution radioactive dans la région de Minamisoma, à un peu plus de 20 kilomètres de la centrale.

Le ministère avait alors émis l'hypothèse que la contamination de rizières alentour ait pu être causée par le déblayage d'une forêt de ferrailles enchevêtrées sur la partie supérieure du réacteur 3.

"Cette possibilité existe, nous ne pouvons pas l'écarter même si elle n'est pas prouvée", avait déclaré la semaine pas-

sée à l'AFP un porte-parole de Tepco, sans toutefois donner de précisions chiffrées.

Quelque temps après les opérations de nettoyage sur le réacteur 3, le riz prélevé en 14 endroits de la région de Minamisoma présentait un niveau de contamination en césium radioactif de plus de 100 becquerels par kilogramme, la limite légale. Ce riz n'a pas été mis sur le marché, mais le ministère en a informé Tepco et a souhaité que des mesures supplémen-

taires soient prises. "Nous avons renforcé la surveillance et la façon dont nous tentons d'empêcher le rejet de poussières radioactives", a assuré le porte-parole de Tepco qui affirme que le maximum sera fait lors des travaux de nettoyage du dessus du réacteur 1 qui doivent débuter prochainement.

Dans le cas présent cependant, ni le ministère de l'Agriculture ni Tepco n'avaient prévenu la municipalité de Minamisoma des risques encourus lors de ce genre d'intervention.

"Ils avaient le devoir de donner des explications à la municipalité", s'est plaint un responsable de Minamisoma sur la chaîne de TV publique NHK.

<http://www.dhnet.be/actu/monde/fukushima-tepco-reconnait-un-rejet-massif-de-matiere-radioactive-53d09d8a357020047d89d92>



Photo de Jacky Magne (12/7/14).



J'ai pris cette photo d'une affiche placardée (scotchée) sur un panneau dans la ville de FUTABA en zone interdite aujourd'hui



Couverture du livre de **Kenzaburo Ōe, Dites-nous comment survivre à notre folie ?** Grande figure pacifiste et humaniste du Japon, Kenzaburo Ōe n'a jamais cessé de rappeler les dangers du nucléaire, militaire et civil. Profondément marqué par l'horreur du bombardement à Hiroshima, il publia en 1965 un recueil d'essais, Notes de Hirshima, consacré aux survivants irradiés. Plus récemment, la catastrophe de Fukushima lui a donné l'occasion de réaffirmer son engagement contre le nucléaire civil. La tragédie humaine et écologique est au centre de son roman *In late style* qui paraît dès 2012 en feuilleton dans la revue littéraire. (transmis par Marc et Céline)

Les informations circulent, Kolin Kobayashi et ses amis organisent un **colloque sur les dangers du nucléaire à Paris le 27 et 28 septembre.**

Independentwho (vigies devant l'OMS) un "Forum Scientifique et Citoyen sur les Effets Génétiques des Rayonnements Ionisants" à Genève le samedi 29 novembre 2014 de 8h30 à 18 h au 150 route de Ferney (centre oecuménique)

Interviendront à ce forum :

le Dr Inge Schmitz-Feuerhake de la Société Allemande de la Radioprotection (Allemagne),

le Dr Yuri Dubrova du Département de Génétique de l'université de Leicester (Royaume Uni),

le Dr Wladimir Wertelecki du Département de la Génétique Médi-

cale et des Anomalies Congénitales de l'Université d'Alabama (USA),

le Dr Keith Baverstock du Département des Sciences Environnementales de l'université de la Finlande orientale (Finlande),

le Dr Timothy Mousseau, Professeur des Sciences Biologiques à l'université de la Caroline du Sud (USA),

le Dr Chiyo Nohara de l'université d'Okinawa (Japon).

Independentwho.org

soutenez les vigies à Genève et à Paris

Les autorités japonaises commettent un crime contre l'humanité. Les taux de cancer sont maintenant 14 fois plus élevés. 21 août 2014 | Par Bob 92 Zinn

Tokyo, Conférence de presse : Le gouvernement commet des crimes contre l'humanité. Les enfants de Fukushima qui vivent dans la zone de guerre ne peuvent pas la quitter - Cancres chez l'enfant en développement beaucoup plus rapide qu'à Tchernobyl. Évaluation du taux de cancer maintenant 14 fois plus élevés – Parents : «J'ai décidé de révéler la réalité sur ce qu'il se passe ... c'est la seule façon de se débarrasser des criminels».

Lors d'une conférence de presse le 18 Août, 2014 à Tokyo, Toshio Yanagihara, avocat représentant les enfants de Fukushima et leurs parents, accuse les autorités japonaises, de par leur inactions et leur incompétence, de commettre un crime contre l'humanité à l'encontre des populations impactées par la catastrophe nucléaire.

Les cas de cancer de la thyroïde chez les enfants, en comparaison avec ceux de Tchernobyl et la situation actuelle à Fukushima, sont 14 fois plus élevés. La Préfecture de Fukushima affirme que les cas de cancers sont plus nombreux car il y a eu beaucoup plus d'études qu'à Tchernobyl, ce qui est plus que douteux comme justification. A la préfecture de Fukushima, dans la partie ouest, il y a environ un quart de la population qui est atteinte du cancer de la thyroïde.

En juin de cette année, le comité de Fukushima en charge de la recherche sur le cancer de la thyroïde a admis pour la première fois que la suspicion est due à la métastase ganglionnaire. C'est le cas le plus commun apparu après l'accident de Tchernobyl.

A Fukushima en ce moment, nous voyons que le nombre d'enfants atteints de cancer de la thyroïde (et l'ampleur de la catastrophe en cours), va beaucoup plus vite qu'en Ukraine après l'accident de Tchernobyl.

L'annonce faite par la Haute Cour de Sendai en avril 2013, sur le fait que la vie des enfants de Fukushima est mise en danger n'a pas le moindre motivé le gouvernement japonais à apporter son soutien. Toshio Yanagihara, a insisté sur le fait que le gouvernement japonais fait preuve de discrimination à l'encontre des enfants de Fukushima, et au regard du tribunal international, il affirme qu'il s'agit d'un crime contre l'humanité, du plus grand crime et de crise humanitaire auxquels le Japon soit confronté à l'heure actuelle.

Fukushima est une zone de guerre, et les enfants ont le droit d'être évacués vers des endroits plus sûrs ... Au Japon, la situation actuelle est la plus difficile du monde pour l'éducation des enfants.

Les autorités japonaises sont censées apporter leur aide et évacuer les enfants de Fukushima de cette zone de guerre ... Il doit être affirmé à la cour internationale qu'il s'agit d'un crime contre l'humanité. Les familles des victimes souhaitent porter cette affaire à la Cour Pénale Internationale, et elles s'y préparent.

Témoignage de Katsumi Hasegawa, père de deux jeunes

enfants évacuée à Koriyama, à 60 km de la centrale de Fukushima Daiichi :

"Nous vivons actuellement à la Préfecture de Shizouka où nous avons évacué en Août 2011 - Ma fem-

me est enceinte et elle a un fils de 5 ans ... Pourquoi le gouvernement japonais nous confine dans une zone interdite de 20 à 30 km de circonférence, alors que de nombreux pays étrangers ont dit à leurs résidents d'évacuer à au moins 80 km de la centrale Fukushima Daiichi ?"

"Je suis un parent d'enfants, et je suis un adulte qui vit au moment de l'accident. Je tiens à révéler la réalité sur ce qu'il se passe. Et je voudrais faire de mon mieux, même si je ne commence que maintenant, je voudrais faire de mon mieux. C'est de ma responsabilité, et c'est la seule façon de se débarrasser des criminels et de l'irresponsabilité que nous avons déjà commise ... Même si soulever ma voix est difficile, je sais qu'il y a des choses que nous devons faire. Merci.

"<http://blogs.mediapart.fr/edition/japon-un-seisme-mondial/article/210814/fukushima-les-autorites-japonaises-commettent-un-crime-contre-lhumanite-les>

Source : <http://enenews.com/tokyo-press-conference-officials-committing-crimes-against-humanity-fukushima-children-living-war-zone-evacuate-childhood-cancer-developing-faster-chernobyl-rate-14-times-higher-parent-im-reveal>



« CONTRIBUTION PROACTIVE À LA PAIX »

L'anniversaire du drame (Hiroshima) se déroule alors que le Japon est divisé sur la volonté du premier ministre, Shinzo Abe, de réinterpréter la Constitution d'après-guerre, pour permettre au Japon d'exercer son droit à l'autodéfense collective. Le gouvernement du premier ministre conservateur a en effet réformé la Constitution du pays, notamment l'article 9, qui consacre son pacifisme. L'objectif de M. Abe est d'appuyer le rôle du Japon sur la scène internationale. Lors de la cérémonie de mercredi matin, M. Abe a déclaré que, étant donné que le Japon était le seul pays à avoir souffert de la bombe atomique, il avait le devoir de chercher à éliminer cet arme. Il n'a pas pour autant fait mention de sa politique de « contribution proactive à la paix ». Sans citer M. Abe, M. Matsui a déclaré que sa Constitution pacifiste était ce qui avait permis au Japon de vivre en paix ces soixante-neuf dernières années.

Cachez ce vitrail que l'Eglise ne saurait voir !

Une œuvre d'art symbolisant le danger nucléaire a été refusée net par les pères de la cathédrale de Metz. Un tsunami dans le bénitier ?

Le canard Enchaîné
(extrait)

**L'atome,
le bien, le mal**

Las ! en découvrant l'œuvre de Raynaud sur le papier (notre document), le chanoine Normand s'étouffait... Pour le transept sud, Raynaud a mitonné un vitrail qui montre, sur un fond blanc, une constellation de sigles nucléaires : le fameux rond noir entouré de trois triangles, à la fois « symbole de richesse et de risque du néant ».

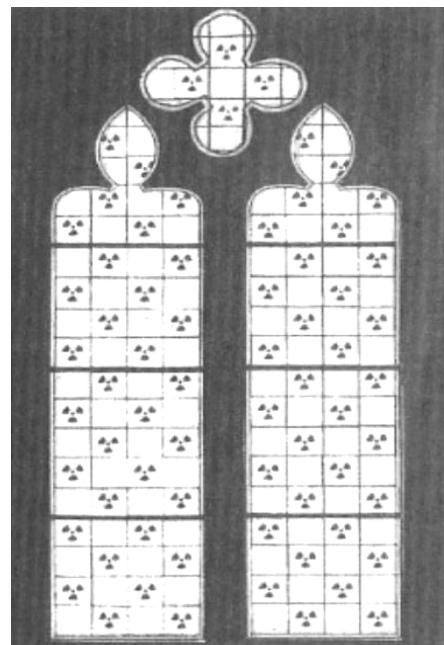
Le 24 mai, le père Normand écrit à Raynaud : « Cette thématique du bien et du mal à partir de l'atome (...) n'a pas été comprise par les affectataires pour ce lieu. » C'est niet ! Mais pas fini. Surgit Jean-Jacques Aillagon, natif de Metz, admirateur de

Raynaud et ex-ministre de la Culture. Le 25 mai, il écrit à l'évêque de Metz, Jean-Christophe Lagleize, pour lui cirer les mules et le faire changer d'avis : « Permettez-moi d'abord de vous confier combien votre nomination au siège de Metz m'a réjoui (...). Vous vous inscrivez dans une glorieuse lignée d'évêques... » s'extasie Aillagon, avant de vanter les mérites du projet Raynaud.

Mais les voix de Metz restent impénétrables, et l'évêque lui oppose dès le lendemain les « avis plus que partagés » au sein de sa paroisse. Re-niet ! Un brin gêné, Marc Ceccaldi, le patron de la Drac, propose alors de lancer un appel à nouveaux projets et y va de son couplet auprès de l'ex-ministre : « La création artistique et l'Eglise catholique ont une grande histoire commune, et je ne doute pas que nous trouverons ici l'occasion de la magnifier de nouveau. » C'est beau comme un discours de la Rue de Valois.

Raynaud, lui, qui était prêt à brader son œuvre de 100 000 à 10 000 euros, en rigole : « Les curés ont eu peur d'avoir des emmerdements. Mais ils ne me l'ont pas dit. Ils sont toujours un peu faux cul... » Et, s'ils ne redoutent pas l'eau bénite radioactive, c'est qu'ils gardent la foi dans le nucléaire !

Christophe Nobili



En France, la voiture électrique est surtout... la voiture nucléaire

Loi de transition énergétique : le carambolage de la voiture électrique... et nucléaire

- La voiture électrique pollue autant que la voiture thermique
- La voiture électrique n'est même pas efficace contre le CO₂
- En France, la voiture électrique est une voiture nucléaire
- L'argent public offert aux lobbies et aux ménages aisés
- On ne sauve pas le Titanic en lui envoyant le Costa Concordia

Le développement de la voiture électrique est un des axes majeurs du projet de loi dite de "Transition énergétique". Or, il suffit de se pencher quelques minutes sur ce dossier pour constater qu'il s'agit non seulement d'une impasse mais aussi d'un échec programmé concernant les objectifs écologiques : une étude de l'Ademe montre que, contre toute attente, la voiture électrique n'est même pas efficace contre les émissions de CO₂.

Les constructeurs avouent : la voiture électrique n'est pas écologique

Avant tout, il faut rappeler que l'Observatoire du nucléaire a contraint ces derniers mois les principaux constructeurs - Renault, Citroën, Nissan, Mitsubishi, Opel, Bolloré et ses déclinaisons (Bluecar, Autolib, Bluely, Bluecub) - à retirer de leurs publicités pour voitures électriques les termes "propre", "verte" ou "écologique" (cf Le Monde.fr, 26 juin 2014, <http://bit.ly/1lguS6q>).

En effet, il faut bien comprendre que, si elle ne pollue pas au moment où elle roule, la voiture électrique pollue avant, après, et ailleurs : matières premières et énergie pour la construction, pneus et batteries à l'usage, déchets en fin de vie, et bien sûr énergie pour mouvoir le véhicule.

En France, la voiture électrique est surtout... la voiture nucléaire

A ce sujet, les plans de développement des voitures électriques en France prévoient que le rechargement des batteries se fera quasi exclusivement sur le réseau électrique ordinaire, c'est-à-dire à 75% par le nucléaire.

La voiture électrique sera alors co-responsable des tares de l'atome, et l'on peut même parler d'une véritable délocalisation de la pollution : contamination du Niger par les mines d'uranium d'Areva, rejets radioactifs dans l'environnement et production de déchets radioactifs par les centrales nucléaires d'EDF, etc, sans oublier les mines de lithium (par exemple en Amérique du Sud) pour les batteries. Et tout ça pour permettre à des urbains privilégiés de rouler prétendument "propre"...

La voiture électrique n'est même pas efficace contre les émissions de CO₂

Mais, ce qui est probablement le plus notable, c'est que la voiture électrique n'est même pas efficace contre les émissions de CO₂. En effet, une récente étude de l'ADEME a montré que, compte tenu des pollutions citées ci-dessus, il faut avoir roulé de 50 000 à 100 000 kilomètres en voiture électrique avant de commencer à émettre moins de CO₂ qu'avec une voiture thermique (cf La Tribune.fr, 4 décembre 2013, <http://bit.ly/WELjVz>).

Or, sachant que le trajet moyen en voiture électrique est très court, il est probable que la plupart des propriétaires de ces véhicules n'atteignent même pas le nombre de kilomètres requis : il faudrait rouler de 15 km à 30 km par jour, 365 jours par an, et ce pendant 10 ans.

Voiture électrique : des aides pour les ménages aisés

Les autorités publiques subventionnent déjà de façon indécente les acheteurs de voitures électriques - qui sont quasi exclusivement des ménages aisés - par des bonus abusivement dits "écologiques" pouvant dépasser 11 000 euros par le cumul d'aides d'Etat et d'aides régionales (cf 76actu.fr, 4 avril 2014, <http://bit.ly/1uluDQ0>).

Sans ces subventions, le prix modéré du rechargement des batteries - mais pour combien de temps encore, vu l'explosion du coût de l'électricité nucléaire ? (cf Le Monde, 27 mai 2014, <http://>

bit.ly/TPibtR) - serait totalement contrecarré par le prix du véhicule à l'achat. A ce compte, n'importe quelle activité ruineuse peut devenir "rentable" à condition de la faire payer par l'argent public.

Bornes de rechargement : une facture de 100 milliards !

Non content de ces dépenses insensées, le gouvernement prévoit aussi l'installation en France de 7 millions de bornes de rechargement pour voitures électriques (projet de loi de transition énergétique). Le coût d'une telle borne est à ce jour d'environ 20 000 euros, pose comprise. En prenant 15 000 euros pour tenir compte de l'effet de masse, cela signifie une dépense d'environ... 100 milliards d'euros. Si par miracle les prix baissaient de moitié, cela ferait encore 50 milliards d'euros.

On se demande déjà où cette somme inouïe pourra bien être trouvée et, dans ce cas bien improbable, qui pourrait justifier une telle dépense dans un projet finalement anti-social et anti-écologique, alors que l'argent public manque pour l'éducation, la santé, les énergies renouvelables, etc ?

Objectif 2 millions de voitures électriques... sur 40 millions !

Qui plus est, les entreprises d'Etat - à commencer par La Poste, pionnière dans cette voie de garage - et les Collectivités territoriales sont fortement incitées à acheter elles-mêmes les voitures électriques dont, jusqu'à preuve du contraire, les citoyens ne veulent pas : à peine 0,4% du total de voitures vendues en France.

Le gouvernement espère, en dépensant ainsi sans compter l'argent public, que 2 millions de voitures électriques rouleront en France en 2020. Un chiffre totalement improbable mais, même s'il se concrétisait, qui ne concernerait qu'une voiture sur 20 : autant dire une "niche" aussi inutile que ruineuse.

Les voitures électriques françaises rechargées par les centrales allemandes au charbon

Par ailleurs, que dire du rechargement de centaines de milliers de voitures électriques qui seraient branchées au même moment, le soir vers 18 heures lorsque leurs propriétaires rentreront du travail ? D'ores et déjà, la surconsommation française d'électricité, en particulier l'hiver avec l'option absurde du chauffage électrique, fait que la France est massivement alimentée... par les centrales électriques allemandes fonctionnant au charbon (Le Monde, 22 janvier 2013, <http://bit.ly/YwStMY>).

Il est de bon ton de critiquer ces centrales et leurs émissions de CO₂ mais, sans elles, la France serait frappée de pénurie tous les soirs d'hiver. Le projet absurde de développement des voitures électriques ne ferait qu'aggraver encore cette situation. Et ce n'est pas le déploiement tout aussi absurde

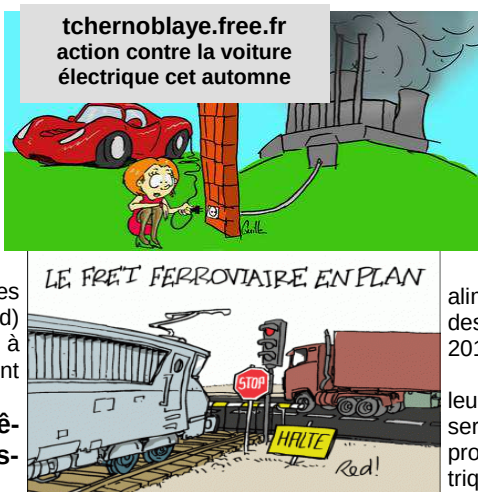
de compteurs électriques abusivement dits "intelligents" - c'est en réalité un autre projet ruineux et inefficace, mais aussi très dangereux pour les libertés publiques, nous y reviendrons dans un autre texte - qui y changera quelque chose.

L'argent public : ni pour la voiture thermique, ni pour la voiture électrique. Bien sûr, il ne s'agit pas pour nous de faire la promotion de la voiture thermique (essence ou diesel) qui est elle-même très polluante. Mais, justement, personne ne se hasarderait à offrir l'argent public aux propriétaires de voitures essence ou diesel, leur permettre de se garer gratuitement sur des places réservées, de recharger leurs réservoirs aux frais de la collectivité, etc : alors pourquoi le faire pour des voitures nucléaires ?

On ne sauve pas le Titanic en lui envoyant le Costa Concordia

L'argent public doit être affecté aux transports en commun, aux transports alternatifs, ou à tout autre projet d'intérêt général, mais certainement pas gaspillé dans la voie de garage qu'est la voiture électrique. L'objectif de la Loi dite de transition énergétique semble être de développer la voiture électrique pour doper la consommation d'électricité, en baisse depuis plusieurs années, et tenter ainsi de sauver l'industrie nucléaire, en totale déconfiture. Mais on ne sauve pas le Titanic en lui envoyant le Costa Concordia...

Stéphane Lhomme Vendredi 12 septembre 2014 Directeur de l'Observatoire du nucléaire <http://www.observatoire-du-nucleaire.org>



Vous pouvez aider l'Observatoire du nucléaire
<http://observ.nucleaire.free>.

Communiqué de presse du Collectif Testet, Nature Midi-Pyrénées, FNE Midi-Pyrénées - Albi, le 10 -9- 2014

Barrage de Sivens : Disparition d'une dizaine d'hectares de forêt protégée en toute illégalité (11-9- 14, par Xavier Bouchet)
Depuis le 1er septembre 2014, date de commencement des défrichements, la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) procède à la destruction des 29 hectares boisés nécessaires à la construction du barrage de Sivens en parfaite illégalité.

En effet, nos associations ont fait constater par huissier de justice, en Mairie de Lisle-sur-Tarn ainsi qu'en préfecture du Tarn, l'absence de tout arrêté autorisant la CACG à réaliser ces défrichements. Dès lors, et contrairement aux affirmations trompeuses de Thierry Carcenac, Président du Conseil Général du Tarn, toutes les procédures n'ont manifestement pas été respectées.

Hervé Hourcade, juriste de France Nature Environnement Midi-Pyrénées, a déclaré : « Nos associations condamnent fermement ces agissements en totale violation des règles protectrices prévues par le code forestier. Aussi, nous portons plainte auprès du Procureur de la République d'Albi aux fins de faire renvoyer la CACG devant le Tribunal correctionnel et obtenir réparation du préjudice subi. »

La CACG et le Conseil général du Tarn ont été informés de ces démarches juridiques par les huissiers mandataires par les associations. Ben Lefetey du collectif Testet s'interroge « Cela explique-t-il l'expulsion musclée en cours sur le terrain et l'envoi des machines de déboisement sur la rive droite du Tescou depuis ce matin ? »

Pascale Mahé, directrice de Nature Midi-Pyrénées a donné quelques exemples (voir annexes) montrant que Thierry Carcenac, Président du Conseil Général du Tarn, ment dans ses déclarations sur les exemplarités environnementales du projet notamment sur les compensations environnementales.

Les experts envoyés par la Ministre Ségolène Royal vont commencer leurs entretiens demain jeudi 11 septembre par l'audition du Collectif Testet. FNE Midi-Pyrénées sera elle reçue vendredi matin. Pour les associations écologistes, il est hors de question que des discussions aient lieu avec les experts chargés d'évaluer le projet de barrage et notamment son impact environnemental pendant que des machines, en toute illégalité, pilent et broient des espèces protégées et saccagent la zone humide qui les héberge.

« Nous ne pouvons que réaffirmer notre demande d'arrêt immédiat des travaux pour ramener le calme sur la zone jusqu'à ce que la justice se prononce sur toutes les illégalités que nous dénonçons », a conclu Ben Lefetey.

Ben LEFETEY, porte-parole du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet : 06 99 26 60 66

Hervé Hourcade, juriste France Nature Environnement Midi-Pyrénées : 05 34 31 97 84

<http://www.mne-pau.org/spip.php?article267>

Barrage de Sivens : mise au point sur l'aspect environnemental du projet

Face à la bataille médiatique lancée par le Conseil Général du Tarn dans la presse locale, les associations FNE Midi-Pyrénées et Nature Midi-Pyrénées souhaitent ici corriger les affirmations relayées par son Président.

Monsieur Thierry Carcenac a dit que des mesures en faveur de l'environnement avaient été augmentées, passant de 13 à 20 hectares. Il est important de rétablir la vérité sur ce point : le porteur de projet s'est contenté de proposer des mesures qui s'en tiennent au strict minimum imposé par la loi en termes de surfaces à compenser, les mesures ne sont nullement augmentées. D'autre part, comme l'indiquent les avis du CNPN et du CSRPN, « le barrage de Sivens induira une perte nette de biodiversité que les mesures d'accompagnement environnemental ne compenseront pas ». C'est ce que nous naturalistes, scientifiques ne

cessons de dire, d'expliquer, depuis que nous avons découvert la faiblesse du dossier de mesures compensatoires. C'est en effet une absurdité de prétendre compenser la perte d'une grande zone humide d'un seul tenant, fonctionnelle et en bon état écologique, par neuf petites zones humides éclatées et dans un état dégradé ou perturbé. Comment celles-ci pourraient-elles accueillir durablement les espèces rares parce très exigeantes sur la qualité du milieu de la zone humide du Testet qui est le résultat de centaines d'années d'évolution ?

Enfin, il est complètement faux sur le plan scientifique de penser qu'une rivière doit être toujours en eau et qu'il est bénéfique de renforcer ses débits en été. Au contraire c'est l'alternance des hautes eaux en hiver et des étiages en été qui, grâce à cette respiration, crée le plus de biodiversité. Là encore, quand le Président du Conseil Général, dit qu'il va grâce à ce barrage, améliorer la qualité du Tescou qui a des débits « naturels » trop faibles en été, c'est totalement faux et cela relève d'une ignorance totale du fonctionnement des cours d'eaux et des zones humides.

**Pour la lutte contre les autres barrages en Midi-Pyrénées
voir Ende Doman – 32400 Fustérouau
Henri Chevalier tél.05.62.09.08.25.**

En grève de la faim

Marc POURREYRON (57 ans) depuis le 27 août !
Christian PINCE (63 ans) depuis le 27 août !
Roland FOURCARD (52 ans) depuis le 27 août !
Gilles OLIVET (60 ans) depuis le 2 septembre !
Eric PETETIN (dit Pétof, 61 ans) depuis le 1er

septembre. Christian CONRAD (60 ans) depuis le 2 septembre. Nanie (64 ans) depuis le 8 septembre.

A ces grèves de la faim totales et permanentes s'ajoutent des grèves de solidarité tournantes de quelques jours (parfois une semaine).



Les alternatives au barrage de Sivens :

Concernant l'agriculture
Les objectifs fixés au barrage sont de sécuriser les revenus, sécuriser et diversifier les productions. Pour atteindre les mêmes objectifs, voici des alternatives moins chères et plus efficaces à long terme que les pouvoirs publics doivent soutenir :

Des contrats de longue durée avec les collectivités territoriales pour fournir la restauration collective
De nombreux agriculteurs de la vallée du Tescou (éleveurs, maraîchers, céréaliers...) peuvent fournir les cuisines centrales qui préparent les repas pour les collèges, les lycées, les écoles primaires, les résidences de personnes âgées, etc. L'argent public doit servir à structurer les filières notamment à investir dans les infrastructures (abattoirs, légumeries, stockages...) car seule cette alternative garantit des revenus stables et rémunérateurs aux agriculteurs sur le long terme. Elle répond aussi aux attentes de la population (relocalisation de l'économie, alimentation de qualité, réduction des transports de longues distances...).

Les économies d'eau à travers le choix des cultures (sorgho, tournesol...), le choix varié (maïs à cycle plus court...), des pratiques agronomiques (couverture agro-végétale, agroforesterie...) et des pratiques d'irrigation adaptées (utilisation du maté-

riel, performance des équipements...).

Des petites réserves d'eau au niveau des fermes qui en sont dépourvues Ces réserves (20 000 à 50 000 m3) seraient hors cours d'eau et remplies en hiver/printemps avec interdiction de prélever pendant l'étiage.

Concernant le « soutien d'étiage »

30 % de l'eau du barrage ont été prévus en 2001 pour diluer des pollutions. La principale pollution n'existe plus depuis 2006. Les pollutions restantes (agriculture chimique, stations d'épurations), beaucoup plus faibles, doivent être réduites à la source. Le Tescou est un ruisseau qui a, naturellement, un débit faible pendant l'été mais reste suffisant pour la vie aquatique comme le démontre la pêche électrique menée sur une centaine de mètres le 25/11/13. Dans les filets : 73 lamproies de Planer, 92 goujons, 51 vairons, 8 chevennes, 1 perche et 7 loches.

Pour améliorer le soutien d'étiage, il faut :

- mettre aux normes les 185 retenues collinaires du bassin afin qu'elles respectent le débit réservé (débit minimum réservé à la rivière en aval).

- empêcher les comportements égoïstes de certains irrigants qui conduisent à assécher le Tescou (source CACG 2001 & Jeanne 2010)

Croissance : Vive le sapeur Camember !

Rien ne va plus : la faute à la croissance « qui n'est pas là ». Voilà la rengaine qui nous est servie par tous ceux qui comptent dans le monde : hommes politiques, économistes, chefs d'entreprise etc. et jusqu'à ma crémillère, qui l'a entendu à la télé. Pas de croissance, c'est moins d'emplois, moins d'impôts à rentrer dans les caisses de l'état, moins de capacité d'investissement etc. Vous connaissez la chanson. Je ne vais pas m'en prendre à la Croissance, tout d'un bloc. C'est vrai que ce n'est pas désagréable et que cela donne quelques marges de manœuvre supplémentaires. Mais, si nous analysons les mécanismes de certaines croissances, on doit quand même s'interroger, surtout quand elles tendent à devenir largement prédominantes. La recette de la croissance tiendrait dans les deux mots-miracles que semblent être « innovation » et « compétitivité ». Voyez sur deux exemples frappants où cela nous mène :

• **L'économie de l'amiante, innovation du XIXe sc.** Pendant plus de cent ans, elle a créé des centaines de milliers d'emplois dans le monde et généré d'énormes profits. On savait bien qu'il y avait quelques inconvénients, jusqu'au jour où il a fallu se rendre à l'évidence que les dégâts étaient immenses, et tout est passé à la trappe. Tout ? Pas tout à fait : les dégâts sont tels (on annonce encore 100 000 morts prématurées en France d'ici 2050) qu'ils sont eux-mêmes un facteur de croissance ; recherche médicale sur les pathologies de l'amiante, médicaments et équipements médicaux, séjours hospitaliers, interventions médicales. On dirait presque une aubaine (comptable, puisque le PIB est le critère de la croissance), si chacun n'avait pas le vague sentiment que quelque chose « cloche ». C'est un exemple parmi beaucoup d'autres hélas : l'« avantage » économique de ces innovations plébiscitées par le monde financier est qu'elles engendrent rarement aujourd'hui des maladies aiguës (encore que), qui tuent rapidement des foules importantes. Ce sont surtout des maux chroniques (cancers, diabètes etc.), qui mettent du temps à se déclarer, durent longtemps (ce qui ne remet pas en cause l'allongement de la durée de la vie, autre indicateur tabou) au prix d'une énorme croissance... des dépenses médicales, donc... au bénéfice de la croissance tout court (vive le PIB !). Tout serait ainsi pour le mieux dans le meilleur des mondes, comme dirait ce cher Aldous (Huxley). Et, si j'osais, je dirais que, par chance pour les enrégés de la croissance, il y a beaucoup d'autres cas similaires, où les plus optimistes n'hésitent pas à dire que peut-être, in fine, les « avantages » l'emportent sur les inconvénients, le bilan est globalement positif. Dommage pour les victimes des inconvénients...



(se rappeler le Rana Plaza, au Bangladesh.) Ces produits dont le prix est initialement, malgré les marges, bien moins élevé que celui des produits similaires fabriqués dans les pays « riches » (qui ont aussi leurs très pauvres) ont, dans ces derniers pays, stimulé la consommation, grâce au savoir-faire de la distribution moderne. On achète plus que de besoin... et on jette sans regarder, en s'apercevant à peine que la qualité n'y est pas : aucune importance, « c'est pas cher ! » Et là aussi, malgré les dommages causés aux producteurs des pays consommateurs, qui finissent par disparaître, comme nous le constatons depuis vingt ans, le PIB s'en porte bien : le négoce, le commerce, les transports, les filières de traitement des déchets etc... Au moins dans un premier temps, tant que les consommateurs ont encore les moyens d'acheter. Et ça finit par coïncider, nous y sommes, après tout un cycle de consommation effrénée des ressources, pour des biens très peu durables, qui vont maintenant jusqu'aux automobiles et autres biens d'équipement, conçus avec obsolescence programmée « pour faire tourner la machine économique » et la sacrosainte croissance.

Et l'énergie là-dedans ? Elle est sous haute contrainte : en effet, la consommation d'énergie a toujours suivi la hausse du PIB, avec, bien sûr, des gains de productivité, et maintenant, espère-t-on, une baisse des émissions de CO2 (?), ce qu'on appelle le « découplage ». C'est

Chroniques de la transition heureuse, Ortaffa, d'un seul coup.

C'est un village de la périphérie, de l'entre-deux, entre mer et montagne, là où peuvent surgir des démarches originales. Une suite de réflexions judicieuses, un beau projet réalisé, dont on peut regretter qu'il n'ait pas été mené au bout de la logique territoriale.

Une commune de 1 300 habitants (les Ortaffanencs), sur 8,5 km², entre Perpignan et la frontière espagnole, dans le pays catalan, au bord du Tech, fleuve côtier dévalant des Pyrénées et au pied du petit massif des Albères. Une région viticole, tout près de Banyuls.

Le 4 juillet, on y a inauguré un parc **photovoltaïque de 25 MWc, sur 68 ha**, qui devrait produire 35 GWh par an, autant dire la consommation électrique de 10 000 foyers (sans chauffage), ou l'équivalent de la consommation énergétique totale de cette commune. Il a été retenu lors du premier appel à projets photovoltaïques CRE, en 2010. Ce projet est exemplaire par la démarche très poussée d'insertion dans le contexte local à laquelle il a donné lieu, pendant les sept années de sa durée. En fait, il ne s'est pas limité aux 68 ha où sont installés les panneaux photovoltaïques, mais il a porté sur toute une ingénierie de l'espace visant à assurer la meilleure utilisation de 130 ha au total, avec : **Une exploitation d'élevage ovin sur les 68 ha du parc proprement dit, sous les panneaux PV ; Une jachère mellifère sur 11 ha ; Un espace naturel préservé de 8 ha ; La replantation de 43 ha de vignes .**

Les choix d'implantation se sont fait avec le maximum de considération pour la valeur agronomique des terres, l'insertion paysagère et le respect de la faune sauvage.

Le maire du village, Raymond Pla, a parfaitement vu l'importance de l'enjeu énergétique pour les générations à venir, et pour cela, il a poussé ce projet, mené de belle manière par la société JUWI ENR. Cette entreprise, filiale d'une société allemande, développe des démarches globales de bonne qualité. Sur moins de 10% de la surface de la collectivité, on va assurer le volume production énergétique correspondant globalement aux besoins.

Mais ne sont-ils pas passés à côté de quelque chose de plus grand, en ne profitant pas de cette occasion pour intégrer complètement la démarche non seulement dans le territoire géographique, mais aussi à sa population ? Si le projet dégage une bonne rentabilité pour un fonds d'investissement, n'en aurait-il pas été de même pour ses habitants ou la collectivité ? Au-delà d'un placement plus intéressant que ce que proposent aujourd'hui banquiers et marchés financiers, c'est surtout l'avenir énergétique local qui aurait été ainsi assuré, en donnant une chance d'échapper à la dure logique des marchés de l'électricité à laquelle condamne le recours à un investisseur purement financier.

La claire vision des enjeux est indispensable pour parvenir à des projets exemplaires et pleinement réussis de bout en bout. Malheureusement, il y a des choix (même par défaut) qui sont irréversibles, et une forte implication de l'ensemble de la population dans ces projets territoriaux est une des clés du développement des énergies renouvelables et de l'indépendance énergétique dans les pays qui réussissent leur transition énergétique. Mais la France choisit d'autres voies et il n'est pas facile d'échapper à la logique jacobine et financière.

bien encore « l'Arlésienne », qu'on attend toujours sans qu'elle arrive jamais. Même l'économie de l'information, dématérialisée, est grosse consommatrice. Avec cette pression incessante de la croissance, on finit par faire feu de tout bois, même du pire, avec, pour le coup, à côté du développement formidable des énergies « propres », celui, inévitable, d'énergies dont l'effet cumulé devient dangereux.

Nous sommes dans la situation du sapeur Camember, qui n'en finit pas de creuser un nouveau trou plus grand que le précédent pour y enterrer la terre qu'il en a sorti. Vous ne voyez pas ? C'est la Croissance : de l'occupation pour tout le monde (?), de plus en plus pour pallier les dégâts causés précédemment ! (édito de Marc Théry)

Putsch anti-éolien de l'armée
(article par Benoît Praderie)

En Aquitaine par exemple, 700 sur 900 MW sont concernés (soit près de 80% !). Voir Mediapart 31-7-14

Alternatome 82 du 3 et 4 mai 2014, cr

On a été entre 350 et 400 à démontrer, pourtant à l'ombre plombante d'une centrale nucléaire et le verrouillage de la région, que fédérer les luttes, que proposer d'autres pistes tout en dénonçant la politique actuelle est possible et ce dans une ambiance très chaleureuse.

Une équipe du Tarn et Garonne étoffée et soudée (SDN82, FNE 82 et Olifère) et ce pour la première fois depuis des années pour poser un acte antinuc et alternatif, aidée par le 47 et le Lot et Toulouse surtout, une halle Jean Baylet réoccupée par les idées antinucs et les propositions alternatives (le bruit courait que le maire a été un peu secoué par les pronucs de nous avoir ainsi autorisés), des conférences/film débat suivies environ 80 personnes samedi soir (Jim dit 100), puis dimanche matin et en début d'après midi sur l'habitat alternatif, encore plus peut-être pour la conférence gesticulée de Nathalie sur eco-coaching, d'autres moments comme Robin de Toits avec 25 personnes, des ateliers enfants très suivis (ceux d'Au Fil des Séounes et de Tchernoblye), une ambiance très chaleureuse grâce aux moments musicaux, des stands librairie très sollicités etc.. L'espace à thème un peu dépourvu était l'agriculture avec le seul Nature et progrès mais la Conf assurait l'espace restauration. Alter-

vous l'avez perdu

2) quitter EDF : Enercoop Aquitaine est créé. Le collectif transition énergétique 47 A organisé le **mercredi 28 juin à 18h30 à la salle Picasso** (avec le soutien d'Attac) la venue de Yohan Didier d'Enercoop et Energie Partagée. L'idée est aussi de créer des sites de renouvelables gérés de cette façon dans notre département. **Le samedi 31 et dimanche 1^{er} juin** circuit visites d'habitat économe et alternatif. D'ici quelques jours vous recevrez les tracts.

3) action travailleurs (voir p.3,4,5,6)

4) coups de pouce demandés : Alain de Halleux a suggéré que quelqu'un **relaye nos infos sur facebook, ou twitter**, qui parmi vous veut s'en charger ?? Notre site existe (stopgolftech.org), n'hésitez pas à nous faire des suggestions (il n'est pas encore tout opérationnel et éventuellement à nous aider). Enfin si vous êtes toujours une vingtaine à répondre pré-



Photos de Jim (3) et Monique (enfants)



natome a bien été un carrefour des luttes locales et des propositions alternatives. Plus de 10000 tracts ont été distribués sur les marchés du Tarn et Garonne assurant de l'information mais seul 1/5 des 400 personnes venues à un moment ou à un autre dans la halle étaient des nouveaux.... C'est l'élément négatif. L'équipe du 82 veut recommencer l'événement..et cela est très positif.

Et le 47 : Merci à ceux qui sont venus le 8 mars et le 26 avril au rond point de Golftech pour assurer l'info, à Monique avec moi sur le marché de Valence le 22, à Aline qui a distribué avec Ager et ailleurs, à Laurence, Jean-Michel, Suzanne, Aline et Christian qui ont aidé le samedi après midi à tout installer, à Alain et Colette qui ont aidé à ranger, à André et Benoît dont le matériel a fait merveille samedi et dimanche, à Christian qui a beaucoup aidé pour les projections, à Jim qui a assuré avec maestria la sono et trouvé des chanteurs et musiciens sympas, à Toto qui a créé un espace fête le dimanche après midi, à Annie qui se retrouve avec une compta compliquée, bref une vingtaine de personnes se sont bien impliquées et l'évidence qu'une mouvance qui dénonce la politique énergétique actuelle et propose d'autres pistes, fédère les luttes et les propositions existe même à l'ombre plombante d'une centrale nucléaire.

Et maintenant :

1) Les choses à faire : **interpeler nos députés** et ce tout de suite (avant fin juin), vous avez reçu l'appel du Réseau et certains dont déjà reçu des réponses. Merci de me dire qui est prêt à **venir voir les députés**. Je peux renvoyer l'appel du Réseau si

sent pour telle ou telle aide, je manque cruellement de personne à aider à la **décision ou à l'action quotidienne**. Donc appel pour cela aussi.

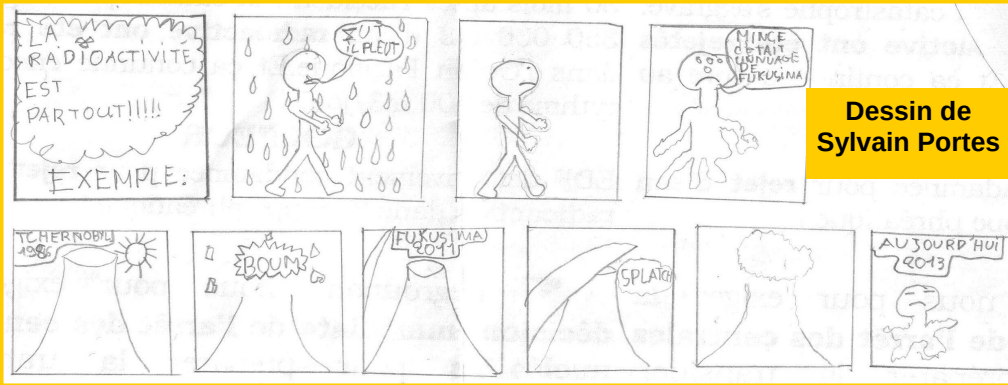
5) enfin sachez que les mois à venir seront décisifs pour la décision de prolonger ou pas la durée de vie des centrales dont Golftech. Que ceux qui sont prêts à nous aider à trouver des actions se manifestent.

cr envoyé à la liste de ceux qui se sont engagés pour Alternatome a été approuvé par de nombreux membres de la liste (MoniqueG.)

PS Alternatiba 47 le 13 octobre à Agen:

une journée pilotée par Attac 47 avec des stands divers SEL et gratifieria, Cilibris, Au Fil des Séounes, Végétarien, Attac 47 bien sûr, Horizon vert, Espéranto, lieux de vie, espace de projection, cuisine collective, librairie de Terre Vivante, Collectif transition, Stop Golftech etc.. Ambiance chaleureuse, plus de jeunes qu'à Alternatome et de gens hors assos habituelles, pas plus de monde malgré un lieu central et ouvert dans la ville. Eco-coaching de Nathalie et intervention d'un responsable de Bizi avec 2 conférences autour du climat.

A venir : Alternatiba en Gironde en octobre 2014 et en 2015 un Alternatiba dans le 46 et sans doute un autre dans le 82



Dessin de
Sylvain Portes

Qui donc répondrait à la terrible obstination du crime si ce n'est l'obstination du témoignage".
Albert Camus



**Camp de la paix
« Mégastop au Mégajoule »
27 et 28 septembre 2014
Le Barp (33)**



Le Laser Mégajoule procédera bientôt à son 1^{er} tir d'essai. Son seul objectif est le développement, la modernisation de notre arsenal nucléaire et la conception de nouvelles armes de destruction massive. Pour ce Grand Projet Inutile, 7 milliards d'euros ont déjà été investis, autant à venir.

Soyons ensemble pendant 2 jours dans le cadre d'un camp autogéré sur la commune du Barp pour exiger la fermeture de ce laboratoire de crimes nucléaires. Rendons visible ce que les autorités militaires et nucléaires souhaitent dissimuler sous le sceau du « secret défense ». Brisons ensemble la loi du silence imposée par la dictature nucléaire et le CEA.



Contact :
peaceonmegajoule@riseup.net

IPAD, merci de ne pas jeter sur la voie publique

« Appel pour la tenue d'un congrès anti-nucléaire en 2015 ».
Nous vous invitons à signer cet Appel et à vous inscrire au pré-congrès des 27 et 28 Septembre 2014 à Aubervilliers, et ainsi participer à un renouvellement et une re-fondation de notre organisation (c à d le Réseau)

congres.sdn-groupes@laposte.net
Et aussi mail de Michel Lablanquie (Lot)
06 46 41 08 11 pour information

**Coordination antinucléaire
du sud-ouest (CASO):**

09 EELV Ariège Yves Lecourt
lecourty@club-internet.fr
12 Serenes Sereines :
Guy Pezet guypezet@orange.fr
Charlotte VdeV. 05 65 45 70 55

Après la tournée du cinéaste Alain de Halleux au printemps dans le sud-ouest (photo à Aiguillon-47) l'automne 2014 nous verra accueillir Pradeep Indulkar pour présenter son film « High Power » qui raconte les effets de la plus vieille centrale nucléaire indienne sur les riverains.

Les points d'accueil (d'autres pourront s'ajouter)
à (ou autour de) Carcassonne (11) le ? avec Collectif Audois Sortir du nucléaire
Contact : Hervé Loquais
herve.loquais@gmx.fr (en consultation)
- à Toulouse (31) le vendredi 31 octobre avec Amis de la Terre Midi-Pyrénées Salle La Chapelle à 20h. ?



31 Amis de la Terre Midi Pyrénées et CANT :
<http://saint.aroman.marc.free.fr>
Daniel Roussée : 06.61.97.83.2832 :
32 Ende Doman – 32400 Fustérouau
Henri Chevalier tél.05.62.09.08.25.
NPA : npa32gers@gmail.com;
33 Tchernoblaye : tchernoblaye.free.fr,
Olivier Debelleix ol.deb@free.fr 06 32 15 78 44
Négajoule : JM Louvet negajoule.free.fr
46 SDN Lot : Philippe Cruzel
philippe.cruzel@orange.fr
Michel Lablanquie <http://leliencommun.org/sdnlot>
Mouvement Citoyen Lotois pour la Sortie du Nu-

Contact : Daniel Roussée 05 61 20 83 28 ou 06 61 97 83 28 daniel.roussee@wanadoo.fr (à confirmer)
- à Cahors (46) le dimanche 2 novembre avec Sortir du nucléaire Lot, Salle de la Bourse à 20h30
Contact : Philippe Cruzel 05 65 22 91 11 ou 06 42 28 65 36 philippe.cruzel@orange.fr
- à Biars sur Cère (46) le lundi 3 novembre avec Sortir du nucléaire Lot, Contact : Michel Boccara 09 63 45 63 02 / 05 65 11 61 75 michel.boccara0351@orange.fr

- à Aiguillon (47) le mardi 11 novembre avec Stop Golfch Soirée indienne au Cinéma Confluent : Film « High Power » à 18h ; et débat jusqu'à 19h45 suivi d'une pause apéro dinatoire à 20h30 autre film indien ; Contact : Monique Guittenit voir ci-dessous 05 53 95 02 92

voir aussi contre barrage
**collectif-
testet.org**
page 17

claire Jean-Luc Vialard - mcnl@free.fr
47 Stop Golfch-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé -47000 Agen
André Crouzet 06 85 22 71 33
moniqueguittenit47@orange.fr
65 Nucléaire non merci 65 : nucleairenonmerci65@laposte.net, 05 62 36 16 95 (Marie Elise)
81 SDN81 Patrick Kappel
ordonaizer@hotmail.com
82 SDN 82 Roland Portes
rolandrolandportes@orange.fr
Lien Réseau <http://groupes.sortirdunucleaire.org/>

<http://stopgolfch.org/>

Un immense merci à ceux qui renouvellent abonnement et soutien, parfois très généreusement. Nous avons besoin de vous tous. Merci à ceux qui suigèrent des articles comme Philippe Cruzel ou Marc St Aroman pour celui-ci. Stop Golfch-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé-47000 Agen. Envoi des articles à moniqueguittenit47@orange.fr prochain journal mars 2015

**ABONNEMENT ANNUEL
A STOP-GOLFECH:**
8€ et plus...

NOM _____
Prénom _____
ADRESSE _____
TEL _____

**COTISATION DE SOUTIEN
A VSDNG:**
12€ et plus...

NOM _____
Prénom _____
ADRESSE _____
TEL _____

Stop Golfch
Journal de la coordination antinucléaire Stop Golfch
Dépôt légal : 20 Juin 1991
Commission paritaire 0307 G 81372
ISSN 1253-286X
Imprimerie ICA Concept
39-41 Avenue Jean Jaurès 47000 Agen
Directeur de publication : William Soubiran
Rédacteurs : A.Crouzet, M.Guittenit, M.St Aroman
Plagiste : Ch. Guittenit
Envoi : P.Habit, Ch.Lamas, J.Rosales, M.Prévot
Adresse du journal : VSDNG, Solidarité Inter Association
148 rue Gérard Duvergé, 47000 Agen
Tel 05 53 95 02 92 (Monique)